

RWANDA

RACISME ET GÉNOCIDE

L'idéologie hamitique

JEAN-PIERRE CHRÉTIEN ET MARCEL KABANDA

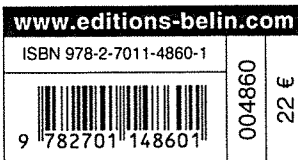
Le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994 est emblématique de la catastrophe qui a frappé toute l'Afrique des Grands Lacs depuis une vingtaine d'années. Il n'a été le fruit ni d'une fureur conjoncturelle, ni d'une fatalité ethnographique ou biologique, mais il est le produit très moderne d'une option extrémiste, jouant du racisme comme arme de contrôle du pouvoir. En effet, cette mise en condition de tout un pays aurait été impossible sans l'inscription durable dans la culture de cette région d'Afrique d'une idéologie raciale, discriminant, sous les étiquettes hutu et tutsi, des autochtones et des envahisseurs, le « vrai peuple » rwandais majoritaire et une « race de féodaux ».

Ce livre décrypte la construction de cette idéologie, trop méconnue, qui oppose les « vrais Africains » à des « faux nègres », ceux qu'on a appelés les Hamites depuis les années 1860 dans la littérature africaniste. Cette maturation se situe à la fois en Europe, dans l'histoire de l'anthropologie, et en Afrique, dans la logique des politiques coloniales, et elle se joue sur deux siècles, donc bien en amont de la crise des années 1990, et jusqu'à aujourd'hui. Le schéma racial dit « hamitique » est né de la même matrice intellectuelle que celui opposant Aryens et Sémites, qui a embrasé l'Europe dans les années 1930-1940.

Jean-Pierre Chrétien, historien de l'Afrique, directeur de recherche émérite au CNRS, mène depuis un demi-siècle des recherches sur l'Afrique des Grands Lacs.

Marcel Kabanda, historien franco-rwandais, partage son temps entre la recherche et la promotion de la mémoire sur la tragédie du Rwanda.

Tous deux ont été experts auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda dans le procès des Médias.



JEAN-PIERRE CHRÉTIEN
MARCEL KABANDA

RWANDA RACISME ET GÉNOCIDE

B:

JEAN-PIERRE CHRÉTIEN ET MARCEL KABANDA



RWANDA

RACISME ET GÉNOCIDE

L'idéologie hamitique

Belin:

France-Europe-Amérique : la mémoire d'un génocide défiée par la banalisation d'un racisme

Même si certains observateurs feignent de s'en offusquer, il est inévitable qu'un génocide suscite des débats virulents. Comment s'étonner que des solidarités s'expriment dans le monde à l'égard des Tutsi victimes de l'horreur d'une entreprise d'extermination en 1994 ? Il en va de même à l'égard des Juifs d'Europe frappés par la Shoah ou à l'égard des Arméniens, dont les deux tiers ont été exterminés lors du génocide commis en 1915 dans l'Empire ottoman. Présenter ces solidarités en termes de « pro-juifs » ou de « pro-arméniens » serait, on le sait, une caricature tendancieuse. Dans le cas de l'Afrique des Grands Lacs, on voit le degré du ridicule atteint par un classement du monde entier en « pro-Hutu » et « pro-Tutsi ». Pourtant ce cliché absurde a inspiré, loin du terrain, des plumes parfois connues.

1994 : une « guerre interethnique » pour occulter un génocide

On sait que la communauté internationale est restée aveugle devant ce qui se passait au Rwanda au moins jusqu'à la fin du mois de mai 1994. L'été de 1994, marqué par des commémorations du cinquantième anniversaire de la chute du nazisme, a offert plusieurs

illustrations de l'indifférence officielle, notamment en France. Le 10 juin 1994, le président Mitterrand prononce un beau discours à Oradour-sur-Glane sur « un monde où les Oradour ne seront plus possibles », sans un mot sur le Rwanda, théâtre d'un génocide que plusieurs autorités avaient pourtant commencé à dénoncer en tant que tel, y compris son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, à Bruxelles le 16 mai précédent. Le 1^{er} juillet suivant, le Premier ministre Édouard Balladur s'incline devant les victimes de la Shoah à Auschwitz, en compagnie de Simone Veil : un éditorial de *Libération* note qu'au Rwanda la France prétend au contraire « rester neutre en face d'un génocide¹ ».

Le même refus de voir s'observe à l'ONU en avril 1994 : le Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali et son représentant à Kigali, le Camerounais Roger Booh Booh, occultent la situation réelle auprès du Conseil de sécurité. Les massacres systématiques de Tutsi et de Hutu « complices », sont décrits comme des « violences de rue » commises par des groupes civils et militaires incontrôlés, dans le cadre d'une reprise des hostilités entre les Forces armées et le Front patriotique rwandais². Le général canadien Roméo Dallaire, que l'ONU laisse à Kigali avec 450 hommes pour tenter de sauver l'honneur des casques bleus et dont les alertes auprès de ses supérieurs à New York restent sans effet, l'écrira dans ses mémoires³ :

Ce n'était pas une guerre avec d'un côté des vainqueurs et de l'autre des vaincus. Nous nous trouvions dans un abattoir, cependant il nous faudrait encore des semaines avant d'oser appeler cette guerre par son vrai nom.

La MINUAR (Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda) assiste à un génocide dès le 7 avril 1994. Pourtant, malgré les SOS lancés très tôt par des organisations humanitaires comme Oxfam ou l'Acat et le témoignage du représentant à Kigali de la Croix rouge internationale, cette qualification attendit le 25 mai pour être employée par la Commission des Droits de l'homme

de l'ONU. Le 30 avril encore, Madeleine Albright, au nom des États-Unis, avait refusé que l'ONU emploie le terme « génocide ». Au Conseil de sécurité, seuls les délégués tchèque et néo-zélandais s'efforcèrent, en vain, d'obtenir un renforcement de l'action onusienne pour sauver les civils menacés. La seule intervention spéciale fut celle de l'opération française dite Amaryllis pour évacuer les expatriés européens ainsi que toute une fraction de la nomenklatura hutu. Roméo Dallaire se souvient amèrement : il y avait 500 Français à l'aéroport, 1 000 Belges à Nairobi, 250 Américains à Bujumbura et personne ne jugea bon de les mobiliser contre ces massacres !

En fait, à Washington comme à Paris, le regard porté sur le Rwanda reste celui d'un africanisme à l'ancienne, avec ses querelles « tribales », doublées dans ce cas par un contentieux entre un « peuple » et des « féodaux ». L'historienne américaine Alison Des Forges montre que le prisme somalien confortait les responsables de l'Afrique au Département d'État dans leurs « vieilles catégories⁴ » :

Pour eux, la « tribu » tutsi était constituée de guerriers arrogants (qui plus est grands et élancés) venus du Nord-Est pour imposer leur contrôle aux indigènes hutu (petits et trapus), déclenchant ainsi un conflit qui allait durer des siècles. Dans cette perspective, la haine et la violence étaient « séculaires » et il était donc impossible d'y mettre un terme. En insistant sur la nature permanente du conflit rwandais, les responsables trouvaient une nouvelle raison de se tenir à l'écart d'une situation très complexe difficile.

C'était aussi la vision de François Mitterrand : des « aristocrates face à des Sans-culottes » d'après son biographe Jean Lacouture⁵, une vision ethnique et paternaliste héritée de l'infanterie de marine coloniale selon une formule de Jean-François Bayart⁶. On voit combien il était facile aux autorités rwandaises responsables du génocide de faire passer leur message sur la « colère populaire » et les « luttes interethniques », véritable cache-sexe d'une option politique raciste.

La Mission parlementaire d'information qui travailla en 1998 sur la politique française au Rwanda souligne « une sous-estimation

du caractère autoritaire, ethnique et raciste du régime rwandais⁷ ». Comment avoir ignoré les « 10 commandements du Hutu » diffusés par *Kangura* en décembre 1990, dans son numéro 6, qui présentait au verso le portrait de François Mitterrand accompagné de la devise « Les vrais amis sont reconnus dans les difficultés » ? L'attaché de Défense à l'ambassade de Kigali, René Galinié, redoutait pourtant dès le 24 octobre 1990, on l'a vu (chap. 7), « l'élimination physique à l'intérieur du pays des Tutsis – 500 000 à 700 000 personnes – par les Hutus, 7 millions d'individus ». Le rapport parlementaire peut conclure⁸ :

La diplomatie française n'a pas fait une analyse suffisante des arguments, des méthodes et de l'idéologie de ceux qui, dans le gouvernement rwandais et dans l'*akazu*, refusaient *a priori* tout accord avec le FPR et poussaient au massacre des Tutsi et des Hutu modérés. La menace d'un possible génocide a été sous-estimée, alors que se multipliaient dans la plupart des partis politiques, des branches extrémistes ouvertement racistes.

Les autres grands rapports, celui du Sénat belge en 1997, celui de l'Organisation de l'Unité Africaine en 2000, concluent dans le même sens. Celui de l'OUA souligne « qu'il s'agit certainement de l'un des cas de génocide le moins ambigu de ce siècle⁹ ».

Il est difficile d'apprécier la part du machiavélisme politique, des préjugés sur l'Afrique, de la mauvaise information et du mépris de la recherche (voire de la maladie qui, sur ce sujet apparemment marginal dans les affaires françaises, avait rendu François Mitterrand dépendant de son cabinet politico-militaire).

La confusion apparaît en tout cas identique dans les médias de l'époque. Pendant des semaines, il n'est question que de combats entre ethnies ou entre « rebelles » et forces armées. C'est la presse belge, notamment *La Libre Belgique* dès le 13 avril 1994, qui met en exergue la réalité du génocide. *Le Monde* attendra le 2 juillet pour le faire figurer en première page, avec des guillemets, en fonction du rapport que venait de diffuser la Commission des Droits de l'homme de l'ONU.

Le plus accablant réside dans le ton de « faiseurs d'opinion » habituellement respectés. Par exemple, dans un reportage publié les 19, 20 et 21 juillet 1994 par *Le Figaro*, Jean d'Ormesson écrit :

Les Tutsis parlent anglais et swahili. Les Tutsis seraient grands, élégants, rapides, organisés. Les Hutus seraient petits et moins bien physiquement. Il n'est pas impossible que les Tutsis aient des origines nilotiques. Ils rappellent à certains égards le type égyptien. On a pu dire que les Tutsis jouaient le rôle des Israéliens et les Hutus, celui des Palestiniens. [...] Partout, dans les villes, dans les villages, dans les collines, dans la forêt et dans les vallées, le long des rives ravissantes du lac Kivu, le sang a coulé à flots [...]. Ce sont des massacres grandioses dans des paysages sublimes.

Et dans le numéro de fin juin 1994 du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel explique que le pays est partagé entre « deux ethnies : les Tutsis, d'allure plutôt soudano-arabe, et les Hutus, peuple bantu négroïde », que la France avait « imposé à ces derniers de respecter démocratiquement les droits de l'opposition des Tutsis », mais que le FPR avait décidé de préférer les armes au vote.

Outre la distance inouïe prise à l'égard des réalités humaines de cette tragédie et l'adhésion pure et simple aux thèses officielles, on remarque surtout la reprise benoîte d'une vulgate raciale particulièrement caricaturale. Un fossé stupéfiant s'affiche ainsi en France entre l'idéologie toujours en vogue sur l'Afrique et les acquis de la recherche scientifique depuis un demi-siècle. La dérive culturelle en l'occurrence nous semble plus grave encore que l'aveuglement politique.

Une prise de conscience va se faire jour néanmoins, en France comme ailleurs, grâce à l'action de milieux associatifs et intellectuels. Mais le brouillage mental qui a facilité la perpétration du génocide va se poursuivre dans trois directions : la création d'un abcès de fixation sur la question de l'attentat du 6 avril 1994, le retour récurrent d'un discours racial hérité de l'époque coloniale et enfin la fascination de thèses conspirationnistes. Ces trois thèmes s'enchevêtrent en fait, sous les mêmes plumes, sur les mêmes sites

de l'internet et autour de la même obsession antihamitique, exportée de la région des Grands Lacs vers une sphère globalisée.

Un attentat pour enfumer un génocide : une « fourberie » en miroir

Le 6 avril 1994, à 20h30 le Falcon 50 qui ramenait d'un sommet régional tenu à Dar-es-Salaam le président rwandais Habyarimana et son homologue burundais Ntaryamira, est abattu en amorçant sa descente sur l'aéroport de Kigali. Dans les heures qui suivent, des barrières sont établies par la Garde présidentielle dans les rues de Kigali et des personnalités de l'opposition politique hutu sont exécutées. La chasse aux Tutsi commence dès le matin du 7 avril dans la capitale et dans différentes localités du pays, notamment au Nord-Ouest. L'attentat a fonctionné comme le signal de la mise en œuvre du génocide préparé depuis des mois, voire des années.

Un attentat dont on ne sait rien et dont on parle tant

Dès le début, cet événement fonctionne non seulement comme un déclencheur de la violence, mais comme un argument de sa légitimation. Dans les premières heures les extrémistes hutu accusent les Belges d'avoir tué « leur président » : cela « justifie » l'exécution de dix casques bleus et entraîne le départ du contingent belge de la MINUAR. Le lieu de tir des missiles est soumis d'emblée à des interprétations différentes : vers le camp militaire de Kanombe ou sur la colline de Masaka¹⁰. Cette deuxième hypothèse s'impose rapidement comme une évidence dans la bouche des journalistes de la RTLM : dès le 13 avril Georges Ruggiu affirme : « Après une enquête minutieuse tout porte à croire que cet avion a été descendu au départ d'une position non officielle : position Masaka des soldats belges de la MINUAR » ; le 22 avril, Valérie Bemeriki y revient¹¹ :

[...] l'affaire la plus grave à l'actif de ces bandits [les Belges] en date du 6 avril [94], c'est l'assassinat perpétré par eux contre Son Excellence le

président de la République, le Général-Major Habyarimana Juvénal, au départ des positions que ces bandits détenaient à Masaka. Par la suite de cette élimination du Chef de l'État, les *inyenzi-inkotanyi* [les « cafards-maquisards », terminologie appliquée au FPR] ont repris les combats.

Cette accusation est liée, on le voit, à la dénonciation d'une complicité avec le FPR, qui serait le vrai responsable de l'attentat, justifiant ainsi la « colère populaire » contre tous les « cafards » tutsi. Début avril 1994, un journal de Bujumbura affirme que « d'après des experts militaires » (burundais ou étrangers ?), l'attentat « a été perpétré par le FPR en conspiration avec les militaires belges faisant partie de la MINUAR¹² ».

L'attentat est donc instrumentalisé dès le début, au Rwanda même et aussi dans les milieux français soucieux de défendre leur politique dans ce pays. Et pourtant, aucune enquête réelle n'est pendant longtemps menée sur cet attentat, dont le déroulement reste dans un brouillard propice à toutes les hypothèses. Ce sont des recherches récentes qui ont mis en lumière les conditions techniques de sa réalisation et le fonctionnement simultané de la propagande des acteurs du génocide.

Un rapport d'expertise judiciaire a démontré en 2012, sur la base d'une analyse balistique et d'une enquête acoustique rétrospective, que les missiles visant le Falcon présidentiel venaient de la zone où se trouvait le camp militaire Kanombe et non de la colline de Masaka¹³. Aucune des deux positions n'était sous le contrôle du FPR, mais son infiltration à Masaka pouvait passer pour plus crédible et le site était apparemment plus pratique pour le tir, alors que le site de Kanombe requérait des tireurs particulièrement expérimentés et à l'aise dans cette zone contrôlée par la Garde présidentielle. Ce constat met en cause la fiabilité des informateurs qui avaient lancé le faux bruit sur Masaka en 1994, manifestement pour dissimuler la nature des tireurs.

D'autre part, un témoignage recueilli auprès d'un ancien agent du Renseignement militaire rwandais, chargé des écoutes radio à

Gisenyi, montre que parmi les messages de l'ennemi « interceptés » par cet espion se glissaient des textes forgés en fait par le responsable du Deuxième bureau, le colonel Anatole Nsengiyumva. Trois d'entre eux ont été émis dans la matinée du 7 avril. Le premier félicitait « notre escadron renforcé » pour sa « réussite brillante » et évoquait l'aide apportée par « la communauté belge et des éléments du pays du Sud ». On notera que les casques bleus belges étaient délibérément visés et aussi que le Burundi (« le pays du Sud ») était impliqué dans cette provocation. Nous y reviendrons. Un autre message était supposé appuyer de manière rocambolesque ce « plan » attribué au FPR :

Si le président de la République est tué, on peut dire que nous sommes sûrs de la victoire. [...] [Je] vous confie la mission de terminer le projet comme je vous l'ai précisé. Le plan est presque terminé. Les gorilles [Hutu] ont échoué et les bergeronnettes [Tutsi] ont gagné le match¹⁴.

L'effet fut immédiat : un rapport établi le 7 avril par un capitaine togolais de la MINUAR, Apedo Kodjo, se termine sur une information donnée le jour même par un major rwandais (le major Bernard Ntuyahaga, cité plus haut dans ce rapport et proche du colonel Nsengiyumva), et selon laquelle « *they monitored RPF conversation which stated "Target is hit"* ». Il faisait ainsi écho aux « renseignements » venus des services de Gisenyi. Cela va conduire effectivement des spécialistes de la région à y voir la preuve de la culpabilité du FPR¹⁵. Ainsi, dans la ligne de la « propagande en miroir », était ficelé un montage qui permettait à la fois de susciter une reprise des hostilités, de donner les pleins pouvoirs aux extrémistes du *Hutu power*, de déclencher le génocide et d'abuser la communauté internationale.

À vrai dire, le débat médiatique et judiciaire sur cet attentat ne touche nullement à la nature du génocide, dont on voyait monter la menace depuis des mois. Le sabordage des accords d'Arusha par les forces du *Hutu power* et la montée de la tension « ethnique » orchestrée sur la RTLM depuis le début de l'année 1994 étaient suffisamment éloquents. Nous ne prétendons d'ailleurs pas, quant

à nous, être experts ni en balistique, ni en enquête de police. Ce qui retient ici notre attention, c'est le rôle que la presse française notamment a fait jouer depuis une dizaine d'années à cet événement dans les débats sur le génocide des Tutsi. Or, se concentrer sur cela serait aussi pertinent que si on discutait à l'infini de l'assassinat perpétré le 28 juin 1914 à Sarajevo contre l'archiduc François-Ferdinand, pour expliquer l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

L'attribution à tout prix de l'attentat au FPR exprime le souci de la mouvance extrémiste hutu et de ses partenaires de contrecarrer les informations accablantes sur le génocide, en attribuant celui-ci au camp des victimes, c'est-à-dire en faisant des Tutsi les responsables de leur propre extermination, à laquelle se serait ajouté un « deuxième génocide », celui des Hutu victimes des représailles du FPR. Le 28 juin 1994, cette accusation est lancée sur *Antenne 2* par le capitaine Barril, l'ancien « gendarme de l'Élysée », devenu entrepreneur en sociétés de sécurité et en contact avec la famille Habyarimana depuis au moins 1992 : il présente un objet métallique dont il affirme qu'il s'agit de la « boîte noire » du Falcon 50, il explique que l'attentat a été commis par des « terroristes du FPR » depuis la colline de Masaka. Il ajoute que les massacres au Rwanda dont parle la presse à l'époque relèvent « de la désinformation¹⁶ ». Malgré leur incongruité, ces propos sont emblématiques de tout un courant qui, en France, va cultiver le déni à l'égard de la réalité du génocide.

Chaque génocide est accompagné d'un négationnisme. La panoplie de celui du Rwanda a été suffisamment analysée : les « atavismes tribaux », la « colère populaire », le « double génocide », le rôle d'une « internationale tutsi¹⁷ ». Le trait le plus significatif, nous allons le voir, est le recours au racisme anti-hamitique dont nous suivons le parcours depuis le milieu du XIX^e siècle. Tous les arguments se heurtent au sourire narquois qui accompagne des phrases rituelles telles que : « vous ne connaissez pas les Tutsi ». Comme on disait dans les années 1930 : « vous ne connaissez pas

les Juifs». Une idéologie s'exprime aussi à travers les non-dits, les plaisanteries et les insultes.

L'attribution de l'attentat au FPR a fonctionné de manière très significative : successivement ont été mis en avant la boîte noire du Falcon, les missiles, les révélations de pseudo-repentis, de nouveau la boîte noire qu'on prétendra avoir retrouvée dans un placard de l'ONU à New York et qui s'avérera être une boîte noire de Concorde. La colline de Masaka, contrôlée en fait par des proches du régime, est décrite comme une passoire accessible au FPR et, après l'enquête Trévidic, il se trouve en 2012 des gens pour affirmer qu'à Kanombe aussi, aux portes du camp de la Garde présidentielle, n'importe qui pouvait se promener tranquillement en avril 1994. Est-ce ce pour dire que les Tutsi ont un don d'invisibilité ? Quand on a décidé de croire en une version, les explications les plus loufoques peuvent passer. Comme l'écrivait Pierre Vidal-Naquet, « imagine-t-on un astrophysicien qui dialoguerait avec un "chercheur" qui affirmerait que la lune est un fromage de Roquefort¹⁸ ? ». Pendant ce temps, l'opinion est distraite et oublie l'essentiel, au fur et à mesure que les témoignages sur les atrocités du génocide s'éloignent dans le temps. La conscience de génocide s'en trouve brouillée, voire gommée, par un feuilleton policier.

Sur l'air de la révélation

C'est moins le contenu que la forme adoptée par ces « révélations » qui est significative d'une tournure d'esprit. À l'issue du génocide, alors que l'heure des bilans critiques semblait venue, le thème de l'attentat est relancé en juillet dans *Libération* par le journaliste Stephen Smith¹⁹. Il affirme que, sur la base d'une « centaine de témoignages », « la plus plausible des différentes hypothèses » est une « monstrueuse présomption : que le Front patriotique rwandais, le mouvement représentant les Tutsi minoritaires du Rwanda, ait pu commettre l'acte entraînant le génocide de ses partisans ». Suivent des notations contradictoires et sibyllines, voire alambiquées, sur le processus du génocide. « Il suffisait d'exploiter la

terreur ambiante d'être tué à moins de tuer le premier. Ce qui a été fait, à des fins de génocide, par les miliciens hutu » : comprenez qui pourra. « Paradoxalement, dans un pays à massacres récurrents, le génocide n'était pas facile à prévoir » : il faut comprendre que l'éclatement des massacres était une donnée quasi naturelle, inévitable mais imprévisible, comme un tsunami, dont le déclenchement est à imputer à d'autres qu'aux responsables des tueries. Finalement, le lecteur est invité à retenir que « au prix de centaines de milliers de morts, la guerre a permis la prise de pouvoir du FPR ». Donc, ce ne sont ni la propagande, ni la mobilisation des forces du *Hutu power* qui seraient déterminantes, mais, de manière détournée, le « terrorisme aveugle » dont le FPR aurait été l'auteur depuis 1990. L'article s'appuie à ce sujet sur un rapport de gendarmes français qui avaient travaillé avec l'ancien régime. Bref, si l'accusation est qualifiée d'emblée de « monstrueuse », n'est-ce pas parce que les Tutsi seraient des monstres ? À cette imputation s'ajoute le témoignage livré « par un dirigeant du FPR qui, sous le couvert de l'anonymat, ne veut pas exclure la mise en place d'une cellule autonome chargée d'abattre Habyarimana ». Le génocide a suscité des milliers de témoignages (de Hutu et de Tutsi), des paroles libérées par le désespoir et l'indignation. En face ont été proposées régulièrement des accusations en miroir provenant de sources anonymes, un anonymat censé être une preuve de la véracité de ce qui est avancé²⁰ : des « révélations » face à des témoignages.

Un tournant s'amorce cependant en 1998 avec le rapport, déjà cité, de la Mission parlementaire d'information, qui observe que des photos de lance-missiles lui ont été transmises avec quatre ans de retard par des militaires de l'ancien régime au titre de preuve de la culpabilité du FPR : « l'intervention des FAR en exil dans cette tentative de désinformation ne les désigne-t-elle pas comme possibles protagonistes d'une tentative de dissimulation²¹ ? »

Mais ensuite tout se passe comme s'il fallait refermer le couvercle. L'enquête judiciaire lancée par le juge antiterroriste Bruguière prend

en fait le contre-pied de la Mission parlementaire. Son ordonnance de 2006 adhère à la thèse complotiste²² :

Le général Paul Kagame avait délibérément opté pour un *modus operandi* qui, dans le contexte particulièrement tendu régnant tant au Rwanda qu'au Burundi entre les communautés hutu et tutsi, ne pouvait qu'entraîner en réaction des représailles sanglantes envers la communauté tutsi qui lui offrirait le motif légitime pour reprendre les hostilités et s'emparer du pouvoir avec le soutien de l'opinion internationale.

La sortie de ce document avait été précédée d'un véritable battage médiatique. Par exemple, *Le Monde* entretient le suspense sur ce thème, entre mars et juillet 2004, en guise de commémoration du dixième anniversaire du génocide²³. Et surtout la trompette de la renommée est embouchée à la fin de 2005 par le «journaliste d'investigation» Pierre Péan. Décrivant l'attentat comme s'il y avait assisté, sans avoir jamais mis les pieds au Rwanda, il entend «grésiller les insectes» dans la nuit du 6 avril sur la colline de Masaka, en une saison où on doit y entendre plutôt coasser les grenouilles. Un officier togolais a, selon lui, «authentifié» le message capté du FPR «*Target is hit*». On a vu comment... Sur la base des certitudes qui fondent également au même moment l'enquête Bruguière, censée «faire la lumière sur l'attentat», ce journaliste se drape dans une indignation patriotique pour dénoncer «le conte pour enfants» qui aurait abusé la communauté internationale quand «elle a qualifié, toutes affaires cessantes, la tragédie de génocide». Ce «conte» a été cautionné, selon lui, par des associations tiers-mondistes, des reporters trop impressionnés par les horreurs qu'ils avaient vues, des agents de «l'imposture humanitaire» et enfin des intellectuels égarés, tous étant évidemment des «faux témoins» au service du «plan com» du FPR. «Un récit mythique avalisé par la Fédération internationale des droits de l'Homme». Le nombre de victimes hutu tuées aurait d'ailleurs été bien supérieur à celui des victimes tutsi. Mais de toute façon, Kagame, présenté comme un nouveau Pol Pot, «a planifié l'attentat, donc planifié aussi sa conséquence

directe : le génocide des Tutsi perpétré en représailles²⁴». Ce discours de la violence interethnique naturelle déclenchée par un plan diabolique du FPR, nous le connaissons, c'est celui que nous avons vu s'officialiser dans les camps du Kivu.

Le fil conducteur de ce violent pamphlet est celui de la fourberie²⁵ : «la culture du mensonge et de la dissimulation domine toutes les autres chez les Tutsi, et dans une moindre part, par imprégnation chez les Hutus». Parmi les sources prétendument scientifiques de ce cliché racial figure l'écrivain maurassien Paul Dresse dont nous avons parlé plus haut (voir chap. 3). Cette «culture» aurait été mentalement contagieuse ou s'infiltrerait comme une maladie sexuellement transmissible :

Cette culture du mensonge s'est particulièrement développée dans la diaspora tutsie. Pour revenir «l'an prochain à Kigali» celle-ci a pratiqué avec efficacité mensonges et manipulations. Les associations de Tutsi hors du Rwanda ont fait ainsi un très efficace lobbying pour convaincre les acteurs politiques du monde entier de la justesse de leur cause. Elles ont infiltré les principales organisations internationales, et d'aucuns, parmi leurs membres, ont su guider de très belles femmes tutsi vers des lits appropriés... Leur brillante intelligence a su parfaitement se jouer de nombreux milieux intellectuels.

Quand on lit ensuite que «les rebelles tutsis ont réussi à falsifier complètement la réalité rwandaise, à attribuer à d'autres leurs propres crimes et actes de terrorisme, à diaboliser leurs ennemis», on ne peut que se rappeler l'art avec lequel une «propagande en miroir», dûment attestée, avait été développée par les milieux extrémistes hutu dans les années 1990.

Ce stéréotype du mensonge congénital, avait, on l'a vu, particulièrement fonctionné dans l'idéologie qui faisait des Tutsi des «Hamites» selon un modèle faisant écho à celui du Sémite en Europe. Mais il est présent aussi dans toute la littérature coloniale à l'égard des «indigènes», qu'ils soient indochinois, arabes ou africains. Les sujets avaient-ils d'ailleurs une autre ressource que de ruser face à leurs maîtres ? Le personnage de Wangrin, mis en scène par Ahmadou

Hampaté Ba²⁶, cet interprète habile à tromper ses supérieurs de l'administration coloniale française, est emblématique de ce jeu social, qui n'a rien de racial. Les Français de Dieulefit qui cachèrent des enfants juifs pendant la Guerre, devaient sûrement passer pour des fourbes détestables aux yeux de la police allemande en 1944. Pour faire savant, les propagandistes du « mensonge tutsi » brandissent souvent un prétendu argument linguistique tiré du mot *ubwenge* qui désignerait la fourberie comme une valeur culturelle tutsi. Or ce terme, banal en kinyarwanda, a un champ sémantique large, désignant la conscience, l'intelligence ou la raison (dans « l'âge de raison »), l'instruction au sens moderne, la sagesse, l'astuce ou la ruse. D'autres termes spécifiques existent pour signifier le mensonge²⁷.

Tout le livre de Pierre Péan est fabriqué à l'aune de cette interprétation. Il suffit de se reporter aux titres de ses chapitres dont les mots-clés sont : *ruse, double jeu, fables, désinformation, lavage de cerveau, manipulation*, etc. Le monde entier a été trompé par un virus tutsi ! Une question sérieuse se pose donc : que nous révèle ce verbiage ? Comment a-t-il pu sidérer tant d'observateurs ? Une première réponse réside dans la nature du terrain concerné, cette Afrique où, depuis Plin l'Ancien, on prétend toujours trouver des choses extraordinaires (*semper aliquid novi*). Jamais une situation européenne n'aurait pu être traitée de cette façon sans susciter étonnement et rejet au nom d'un minimum de rationalité.

Récurrence du discours colonial sur les « races » africaines

En juin 1994, une journaliste belge, Marie-France Cros, face au génocide en cours au Rwanda, ne dissimule pas son indignation²⁸ :

Seuls les Hutus sont de vrais Rwandais, les Tutsis étant censés venir d'Égypte [...]. Pendant des années, les Européens – Belges en particulier, mais aussi Français – n'y ont rien trouvé à redire. Missionnaires, coopérants ou hommes politiques, ils ont pourtant connu la Seconde Guerre mondiale ou ont appris à l'école que le fascisme et l'exclusion

systematique menaient tout droit à la « catastrophe » que fut la Shoah pour les Juifs. Ils le savent si bien qu'aucun d'eux n'oserait décrire aujourd'hui les Juifs comme avarés, sales et le nez crochu, selon la caricature couramment utilisée avant la guerre. Nous avons cependant entendu souvent nos compatriotes – pas tous ! – liés au Rwanda expliquer benoîtement que « les Tutsis sont intelligents et fourbes tandis que les Hutus sont balourds mais gentils », sous-entendant par là qu'il était normal que les premiers, dangereux, subissent une discrimination, afin de permettre aux seconds, demi-innocents, de s'épanouir... On s'est donc voilé les yeux, préférant croire que le général Habyarimana dirigeait « la Suisse de l'Afrique ».

C'est exactement cet aveuglement devant le racisme fonctionnant à nos portes et en notre nom en Afrique qui a inspiré notre livre. C'est ce racisme banal qui explique que des médias de tous niveaux, allant de *Valeurs actuelles* au *Débat*, aient pu (au moins épisodiquement) prendre pour argent comptant les dérives que nous venons de voir.

Les Tutsi de l'imagerie coloniale

Nous avons vu que l'expérience du nazisme n'avait pas empêché des acteurs européens de traiter dans les années 1950 les problèmes sociaux du Rwanda en termes de lutte de races, sous prétexte que la question se posait sur le continent noir. Le génocide des Tutsi n'était même pas achevé que circulaient déjà, notamment dans des milieux religieux, catholiques ou protestants, les mêmes élucubrations sur la haine atavique et légitime des Hutu à l'égard des Tutsi. Sur un autre ton, des plumes autorisées de la grande presse ont avancé des théories à prétention ethnographique, relevant par exemple du schématisme des « cercles culturels » que nous avons vu plus haut. C'est ainsi qu'Alexandre Adler brosse dans le *Courrier international*²⁹ en décembre 1994 une fresque opposant « la tradition de la palabre » et les « aristocraties armées », respectivement, d'un côté « l'Afrique du Sud de Mandela et l'Afrique francophone de Mitterrand » et de l'autre « l'Ouganda de Museveni qui rassemble autour de lui les

aristocraties armées tutsies du Rwanda et du Burundi, ainsi que l'armée dinka du colonel Garang au Sud-Soudan, avant peut-être de s'étendre vers le Kenya et vers les Oromo d'Éthiopie». Deux ans plus tard, le même commentateur voit «le royaume combattant» d'Ouganda s'allier à ses homologues du «Haut Nil» (Éthiopie et Érythrée) et au nouvel État sud-africain, désireux «de voir la victoire des Tutsis». On admirera la facilité avec laquelle l'Afrique du Sud change de case ethno-culturelle d'un article à l'autre en fonction des évolutions de la conjoncture diplomatique³⁰. Face à la réalité, cet essentialisme doit adopter une géométrie variable.

Depuis un demi-siècle pourtant, les sciences humaines ont fait des progrès remarquables dans la connaissance des sociétés africaines : le renouveau de l'anthropologie sociale, les travaux de géographie rurale, la linguistique, l'émergence d'une historiographie digne de ce nom ont remis ce continent à la place qui lui revient dans le champ de la connaissance, l'extrayant, on pouvait l'espérer de manière définitive, de l'exotisme et des fantasmagories raciales. Or cette crise majeure a montré que les schémas les plus paresseux étaient toujours là, au coin de la rue. En octobre 1990, au lendemain de l'attaque du FPR au Nord-Est du pays, le correspondant du *Monde* à Nairobi écrivait³¹ :

Comme les Capulets et les Montaigus, les Hutus et les Tutsis ne s'aiment guère. [...] Pasteurs nomades de tradition guerrière, les Tutsis se raccrochent à la branche des Nilotiques. On les dit quelque peu sûrs d'eux-mêmes et dominateurs. Les Hutus, eux, appartiennent au monde bantou. Volontairement ou non, ils se donnent l'image de paysans accrochés à leurs terres, madrés mais plutôt rustres, malhabiles en politique.

Un autre journaliste du *Monde* reconnaîtra ce travers en 1994³² :

Tout le monde en convient aujourd'hui : la théorie esthétique-idéologique des ethnologues coloniaux opposant les «long» Tutsis, pasteurs et aristocrates hamites venus jadis d'Éthiopie, aux «courts» Hutus, agriculteurs bantous voués à la vassalité, repose sur des fondements scientifiques douteux... [Mais] plus le mensonge est gros, plus il porte.

La vision raciale des Tutsi et des Hutu avait en fait été diffusée bien au-delà des cercles de spécialistes, jusque dans la presse enfantine. Nous en avons un exemple étonnant en 1987 dans la revue de *Terres lointaines*, un mensuel missionnaire qui avait succédé en 1955 à la *Sainte Enfance* et qui s'adresse aux préadolescents de 11 à 15 ans³³. Ce numéro, qui porte en couverture un jeune Rwandais vêtu d'une chemise commémorant le dixième anniversaire du parti MRND en 1985, s'intitule «La terre où Dieu se repose». Les jeunes lecteurs y apprennent ceci sur «les géants redoutés» :

Nomades voyageant avec leurs troupeaux, voici les Tutsis, venus d'Éthiopie. Ce sont des hommes de haute taille. Ils ont peuplé la région à partir du XVI^e siècle. Peu nombreux, ils réussirent malgré tout à devenir les maîtres du pays. Les Hutus durent abandonner leurs royaumes et se soumettre à ces seigneurs redoutables.

Pour appuyer cette «information», deux pages offrent une bande dessinée intitulée «Le trésor le plus précieux». Le récit, qualifié de «légende bantoue», est censé illustrer l'invasion tutsi : «on se bat au nord. Les Tutsi approchent [...]. Nos paysans se font égorger par des conducteurs de troupeaux». L'histoire se termine sur un miracle : la reine Niyonsaba [«Je prie Dieu» en français] sacrifie son fils à un fleuve, dont la traversée, sur le dos d'hippopotames, permet de sauver sa tribu. En fait il s'agit mots pour mots de la légende de la traversée de la Comoé par la reine Pokou, la fondatrice légendaire de l'ethnie baoulé en Côte-d'Ivoire, fuyant ses ennemis ashanti ! Sur l'Afrique, tout est donc possible, y compris, pour la bonne cause, de mélanger l'Iliade avec les Nibelungen. On s'étonnera surtout que le message de haine ethnique venu de la République rwandaise ait été transmis benoîtement à de jeunes lecteurs français. Le tirage est à l'époque d'environ 90 000 exemplaires ! Si ce numéro a été distribué au Rwanda, la caution morale donnée ainsi à la propagande locale dans la tête de jeunes lecteurs est encore plus accablante.

Autre exemple, plus fantaisiste : dans la série illustrée des aventures du prince Jugurtha, réalisée par le Belge Jean-Luc Vernal, un

album intitulé *Le grand ancêtre* situe en 1985 les aventures de son héros dans un pays peuplé de guerriers tutsi³⁴. Selon leurs traditions, un gigantesque ancêtre à peau claire leur aurait jadis assuré la suprématie sur la population hutu. Aucune intention idéologique dans ce récit. Mais l'imaginaire est toujours le même : les Tutsi sont par définition de farouches guerriers de grande taille dominant les Hutu depuis des temps reculés. C'est l'imaginaire déjà présent dans *Les mines du roi Salomon*, le film réalisé en 1950 par Andrew Marton et qui situe le roman de Rider Haggard au Rwanda.

Sur un mode ésotérique, nous retrouvons aussi ce type de rêveries dans *Les derniers rois mages*, un « récit ethnologique » publié en 1970³⁵. Cette fois l'auteur, ancien diplomate français, romancier à ses heures, Paul del Perugia, qui avait enseigné deux ans à l'université de Butare et fréquenté l'abbé Alexis Kagame, voit dans l'ancien Rwanda une véritable civilisation biblique plongeant ses racines dans un Orient merveilleux qui remonterait à Sumer et au Thibet ! Plusieurs commentateurs, comme la philosophe Catherine Clément ou le journaliste du *Monde* Philippe Decraene, virent à l'époque dans ce livre une sorte de guide de la culture tutsi.

Et cela continue. Au moment où nous bouclons ce livre, Jérôme Garcin, faisant, à juste titre, l'éloge du dernier récit de Scholastique Mukasonga, *Notre-Dame du Nil*, qui vient de recevoir le prix Renaudot, se laisse aller à suggérer que la romancière tutsi serait une descendante des « pharaons noirs de Méroé » et que « ses ancêtres avaient fui la Nubie et remonté le Nil jusqu'à sa source dans la forêt rwandaise³⁶ ». Le chroniqueur littéraire au *Nouvel Observateur* prend manifestement plaisir à reprendre cette rêverie d'un colon, lue au premier degré, alors que la romancière ironise crûment sur ce délire qui a fait le malheur des Tutsi³⁷ :

[...] les Blancs nous ont toujours donné les noms qu'ils ont voulus,
[...]. [...]

– Tu es aussi folle que lui [lui dit sa mère], tu vas finir par te prendre pour la déesse. Tu sais ce qui nous est arrivé à nous les Tutsi quand certains

ont accepté de jouer le rôle que les Blancs nous avaient attribué. C'est ma grand-mère qui m'a raconté ça : quand les Blancs sont arrivés, ils ont trouvé que nous étions habillés comme des sauvages. Ils ont vendu aux femmes, aux femmes des chefs, des perles de verre, beaucoup de perles et beaucoup de tissu blanc. Ils ont montré comment s'en draper et comment se coiffer. Et ils en ont fait les Éthiopiennes, les Égyptiennes qu'ils étaient venus chercher jusque chez nous. Ils avaient leurs preuves. Ils les avaient habillées à l'image de leurs délires.

La Bible récupérée

La fascination pour les reconstructions rocambolesques à prétention biblique a aussi gagné quelques intellectuels de la région, inspirés par les théories d'un Éthiopien, sociologue du développement à Genève, Muse Tegege, qui, pour revaloriser sa province d'origine (le Gojjam) face à la tradition salomonienne des Amharas, avait entrepris au début des années 1990 de démontrer que les anciens Abyssins, sous le nom de « Orits », auraient en fait été des Proto-Juifs, fondateurs d'un royaume de Sheba (Saba) et porteurs en Afrique d'une antique tradition mosaïque. Ces anciens « Orits », maîtres d'un empire de Kouch, auraient aussi contrôlé la région des Grands Lacs : ainsi les Gojjamis auraient gardé les sources du Nil bleu, tandis que les Tutsi gardaient les sources du Nil blanc³⁸. Cette façon d'interpréter des versets de la Genèse³⁹ relatifs aux fleuves entourant le jardin d'Éden comme une géographie du bassin du Nil fonctionne selon un modèle cher à nombre d'écrits afrocentristes.

On retrouve donc cette thématique dans les écrits de quelques Burundais, de formation littéraire ou juridique, installés en Belgique, qui ont fondé en 1999 un mouvement dit de « Havila » : ce terme, qui désigne dans la Genèse un pays riche en or qui serait « en face de l'Égypte » (au Sud ou à l'Est selon les exégèses), est identifié ici comme un antique Tutsiland, dont le Burundi aurait été le cœur. Ce groupe envoya un mémorandum à Nelson Mandela en 2000 lors des négociations de paix d'Arusha. Selon eux, Israël serait la terre des « Hébreux talmudiques ou Juifs », alors que « Havila » serait

«la terre des Hébreux préalmudiques ou Tutsi». Ces affirmations recourent à une sorte de linguistique-fiction : le terme kirundi *bahebera*, «les fidèles», (qui désignait par exemple au début du xx^e siècle les guerriers d'un chef rebelle, Kirima, au nord-ouest du Burundi), dériverait de «Hébreux»; le mot *batoni*, désignant «les courtisans» à la cour du roi, évoquerait «les prêtres de Aton»; les Banyamulenge seraient issus d'un roi éthiopien nommé Menelik, et ainsi de suite. En son temps, Voltaire avait déjà ironisé sur l'usage immodéré de l'étymologie : «On a poussé la curiosité absurde (car il faut appeler les choses par leur nom) jusqu'à faire venir du chaldéen et de l'hébreu certains mots teutons et celtiques⁴⁰».

Les porteurs de ces visions ne cachent pas leurs sources d'inspiration⁴¹. À l'opposé des scientifiques qui, «armés de pioches, de crayons et de caméras» «vont sur le fleuve sacré sans le voir», leur admiration se porte sur les divagations orientalistes du missionnaire hollandais Van der Burgt⁴² ou sur «les évocations émerveillées de Del Perugia». Quant à l'expertise affichée en hébreu par le «professeur Yochanan Bwejeri, président de l'Institut de Havila», elle se réfère notamment à un auteur illuministe du début du xix^e siècle, Antoine Fabre d'Olivet, connu surtout comme fondateur du mouvement félibrige⁴³. Enfin, pour confirmer leurs origines juives, les Tutsi du Burundi auraient mis l'étoile de David sur le drapeau de leur pays, en y insérant trois étoiles en 1966 : étrange argument, on en conviendra⁴⁴!

On comprend que ce montage traduit l'angoisse suscitée en milieu tutsi par les tueries d'octobre 1993 au Burundi et par le génocide du Rwanda. Ne croyant pas à une logique de compromis et de reconstruction nationale, des Tutsi de la diaspora préfèrent camper sur une position de repli extrême en cautionnant ainsi la logomachie sur les origines hamitiques des Tutsi. Cette intériorisation d'une idéologie raciale ne peut que se référer à la littérature coloniale qui en a été porteuse. Mais l'opération a aussi une prétention politique. Ce petit groupe bruxellois rêve d'une reconnaissance israélienne selon le modèle des Falasha d'Éthiopie. Il s'est branché en fait sur

des cercles juifs en quête des «tribus perdues» d'Israël qui auraient laissé des traces en Afrique, en particulier sur une association juive américaine qui diffuse le périodique *Kulanu. All of us*, dont le but est «d'aider les communautés juives perdues». Pour s'y intégrer, les leaders de Havila réinterprètent dans un sens judaïque une fête traditionnelle burundaise de consommation des prémices de céréales en présence du rabbin David Kuperman venu exprès des États-Unis⁴⁵.

Mais cette initiative marginale a été manifestement du pain béni pour les dénonciateurs de «l'empire hima-tutsi» qui se sont empressés de décrire «l'Institut de Havila» sous les traits tentaculaires d'un nouveau sionisme, avec des projets militaires, politiques et financiers fantasmagoriques. Un document a pris, sur cette base, la suite du fameux «plan de colonisation tutsi de l'Afrique centrale», en détaillant ce qu'il faut bien appeler les *Protocoles* d'une conspiration judéo-tutsi. Ce texte d'une dizaine de pages, organisé en dix points, a été publié en mars 2000 dans *Grands-Lacs Confidentiel*, un site anonyme dont nous avons vu plus haut l'orientation extrémiste, sous la signature d'un chercheur belge de l'Afrika Instituut de Tervuren, Éric Kennes, avant d'être inlassablement recopié sur les sites congolais spécialisés dans la dénonciation du péril tutsi⁴⁶. Ce chercheur a d'ailleurs récusé la paternité de ce texte sulfureux⁴⁷, sans avoir pu, manifestement, réduire l'ardeur des copistes, fascinés par les prétendues «révélations» qu'il contient. Les auteurs de ce montage n'ont pas fait dans la dentelle : confidences sur le contenu d'une conférence tenue à Bruxelles en octobre 1999, «annoncée dans la plus grande discrétion» et qui est censée avoir réuni «les grands intellectuels tutsi» du monde entier; révélation de la célébration du troisième millénaire par ces intellectuels lors d'un gigantesque festival associant Havila et le Fouta Djallon dans une localité nigérienne à une date correspondant à la fête juive de sortie de l'esclavage; accès à des archives confidentielles sur le projet «d'empire hima-tutsi»; description des sept centres de l'Institut de Havila présentés comme

opérationnels (avec un « centre roi Salomon » chargé d'étudier le transfert « de l'eau du fleuve Congo à Israël », un « centre Gédéon » chargé des affaires militaires, etc.) ; dénonciation d'une connexion secrète avec les médias belges, attestée par la projection sur une chaîne de télévision du vieux film sur *Les mines du roi Salomon* ! L'organisation de cette rencontre bruxelloise est attribuée, non aux trois ou quatre illuminés burundais du groupe de Havila, mais à trois structures mystérieuses, dont aucune n'est mentionnée ailleurs que dans ce texte : une *African Hebrew Organisation*, une *King Salomon Sephardic Federation* et « la diaspora juive rassemblée dans le Groupe industriel Rivkin technology » ! En fait ce brûlot apparaît comme frappé du sceau des passions de la diaspora congolaise, exploitant l'inconscience intellectuelle d'un petit groupe d'exilés burundais. Sous le visage d'un antisémitisme transposé, c'est le primat de la race dans le regard porté sur l'actualité que reflète clairement ce genre de littérature, forgée très probablement dans des cercles africains de Bruxelles en phase avec des obsessions européennes.

Prolongements post-coloniaux

D'une manière générale, comme l'écrit très bien Nicolas Bancel, « chaque image du colonisé renvoie à l'image du colonisateur, comme chaque image de "l'Afrique éternelle" renvoie aux représentations de l'action coloniale⁴⁸ ». Les discours sur l'Afrique en sont restés durablement marqués. En France a sévi une « psychologie ethnique », telle qu'elle avait été développée par Georges Hardy, directeur de l'École coloniale de 1926 à 1932 : les nomades sahariens sont « belliqueux, fourbes, perfides, mais fort intelligents et de tempérament ouvert », les Mandingues sont bagarreurs et tricheurs, les Ouolofs sont vantards, les Sérères ivrognes et colériques, mais bons travailleurs, et ainsi de suite. C'est une « représentation différentialiste et inégalitaire de l'altérité » qui a triomphé dans ces étiquetages⁴⁹. Chez les habitués de la région des Grands Lacs, les considérations sur les origines raciales des « ethnies » sont

inlassablement ressassées à coup de chiffres-fétiches : il faut savoir qu'il y a « 85 % de Bantous » venus du Congo et « 15 % de Tutsi » arrivés d'Éthiopie « bien après le début de l'ère chrétienne⁵⁰ ». C'est comme « si on avait eu accès aux archives du Grand quartier général des envahisseurs », selon une jolie formule de Thomas Huxley en 1890 à propos des hypothèses sur les invasions aryennes⁵¹.

Le passage des classifications anthropométriques à l'anthropologie génétique fondée sur des marqueurs sanguins (hémoglobine S, facteur rhésus, etc.) illustre aussi la résistance des préjugés. Face à des résultats qui reflètent la complexité des situations (par exemple, les fortes différences dans les positions relatives des Hutu et des Tutsi selon qu'il s'agit du Rwanda ou du Burundi), la tendance est à invoquer le « métissage » ou l'adaptation au milieu pour sauvegarder la pureté du portrait-type « originel ». Une historienne de la biologie appliquée⁵², Agnès Lainé, le montre à propos des publications de Jean Hiernaux (dont nous avons vu le rôle au Rwanda) dans les années 1950-1960⁵³ : « les anthropologues, écrit-elle, se croyaient fondés à réagencer des populations réelles en vue de reconstituer des populations ancestrales théoriques » jugées plus réelles que la réalité : « les Tutsi réels de Hiernaux sont les Tutsi ancestraux théoriques ».

À partir de la fin des années 1960 Jean Hiernaux aura l'honnêteté de réagir contre la manie des classifications raciales, de contester le concept hamitique et de dire que les Tutsi ne sont nullement « un mélange de Caucasoïdes et d'Africains de l'Ouest⁵⁴ ». Mais ensuite les études d'anthropologie physique sont menées dans des CHU par des médecins. Pendant des années, les boursiers africains de la Coopération française sont ainsi testés à Paris à l'occasion de visites médicales en vue d'études de bio-ethnologie. Ces médecins s'efforcent de vérifier les classifications « ethniques » traditionnelles, conçues comme allant de soi et attribuées aux « travaux des historiens » (lesquels ?)⁵⁵. Il fallait encore en cette fin du xx^e siècle que la biologie cautionne la genèse des « ethnies ».

Le primat de la race

Le cas du Rwanda et de l'idéologie hamitique s'inscrit dans un mouvement plus général, qui déborde même la situation africaine : il s'agit de l'interprétation de l'histoire selon la logique raciale. Dans un article publié vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, Hanna Arendt le montre de façon pénétrante⁵⁶. Le racisme d'État mis en œuvre par le nazisme reposait lui-même sur « la pensée de la race » qui avait pénétré les opinions occidentales depuis le XIX^e siècle. De fait, un choix était proposé depuis les années 1850 entre deux grandes idéologies censées avoir « la clef de l'histoire et des énigmes du monde », en rendant compte globalement de l'évolution de l'humanité : la lutte des classes ou l'antagonisme des races. Cette option se manifesta, on l'a vu, quand il fut question en France d'interpréter la Révolution de 1789 en termes de révolte du Tiers État ou comme une revanche de la « race historique » gauloise contre les nobles, descendants de conquérants germaniques. La réponse raciale que représentait l'antisémitisme dans l'Allemagne des années 1930 se concevait comme un contre-feu face au bolchevisme. On a vu que l'enjeu est très semblable au Rwanda à la fin des années 1950, notamment aux yeux de l'Église missionnaire. « Approuver des partis à base raciale » ne signifie pas qu'ils « font du racisme », expliquait un missionnaire belge en mai 1960⁵⁷.

Nous savons hélas, malgré les efforts d'explication fournis dans ce livre, qu'il est vain de discuter de la véracité d'une idéologie, qui, en tant que telle, relève plus de la conviction, voire de la foi, que du raisonnement. L'aspect scientifique est secondaire, car, dans ce cadre, il n'est pas un outil de réflexion, mais une arme politique, insiste Hanna Arendt. En Afrique, « la civilisation moderne crut avoir retrouvé ses titres de famille », selon la formule d'un analyste de l'impérialisme au début du XX^e siècle⁵⁸ : face aux Européens, qui se retrouvaient tous de bonne lignée en tant qu'héritiers des locuteurs du sanscrit, les races africaines apparaissaient comme des cousins très éloignés, plus ou moins attardés. Ces groupes inférieurs

eux-mêmes devaient être classés en fonction de leurs généalogies. En tout état de cause, l'origine était érigée en critère décisif.

Or les clichés de l'ethnologie raciale d'il y a un siècle persistent. En 2011, selon un magazine américain⁵⁹, la photo de Paul Kagame, érigé en « prototype tutsi » (comme jadis on extrapolait du portrait d'un chef celui de toute une population) et des diagrammes géniques (où les Luhya du Kenya sont censés représenter les Hutu) prouveraient que les Tutsi sont des quasi-Massaï : des pasteurs de langue nilotique, qui auraient dominé des paysans bantous tout en leur empruntant leur langue.

Le racisme ne se réduit pas à affirmer la supériorité d'une race sur une autre, il est déjà là quand on affirme l'existence des « races », en tant que groupes à la fois biologiques, psychologiques et culturels homogènes. On voit l'ambiguïté potentielle de l'accent mis sur les « différences » : si les respecter, c'est estimer que le Blanc doit penser blanc, le Noir penser noir, l'homosexuel penser gay, la femme penser féministe, etc., sous peine de « trahir » sa condition, alors la diversité peut devenir une addition de cellules étanches ayant chacune leur pensée unique. On le voit bien quand des Rwandais tentés par le négationnisme vont répétant qu'il faut accepter prioritairement de se reconnaître hutu ou tutsi, au risque, dans cette perspective nativiste, de compromettre toutes les dynamiques sociales et politiques nationales et de conforter un destin porteur de tragédies.

En fait, l'idéologie qui a conduit au génocide au Rwanda s'enracine dans une pensée du mépris à l'égard de toute l'Afrique. Quand Boubacar Boris Diop écrit « qu'il est impératif pour chacun de nous de désengluier l'Afrique d'elle-même pour au moins avoir quelque chance d'en parler rationnellement⁶⁰ », il traduit bien le nécessaire refus de cet africanisme des races et des tribus qui, sur un mode sarcastique ou sur un mode paternaliste, s'est infiltré dans la culture contemporaine de ce continent, en écho avec le miroir européen.

Les « Protocoles » d'un complot « cosmopolite »

L'obsession raciale a un point commun avec les fictions sur les extra-terrestres, celui d'inspirer des fantasmes de conspiration mondiale, de monde double qu'il faudrait dévoiler. Dans les films de science-fiction, les humains sont environnés d'espèces bien différentes, aux doigts crochus, aux yeux en forme d'antennes ou au corps de serpents, mais – plus grave – ces êtres généralement malfaisants y sont capables de s'infiltrer parmi nous. Les apparences sont trompeuses, tel est le message. La réalité est à chercher dans les révélations sur des complots cachés. Or il suffit de voir les titres de nombre de pamphlets consacrés au Rwanda ces dernières années : « révélations », « secrets », « mystères », « histoires secrètes » se bousculent sur l'air de « ça ne s'est pas passé comme ça », à la manière du sketch « On ne nous dit pas tout » d'Anne Roumanoff. Moyen commode certes, de masquer une indigence de compétence, mais surtout quête démagogique de l'attention de tous ceux qui préfèrent les rumeurs aux raisonnements.

Depuis les ouvrages de l'abbé Augustin Barruel qui, à la fin du XVIII^e siècle, développa la thèse d'un complot maçonnique pour expliquer la Révolution française jusqu'aux *Protocoles des Sages de Sion* au début du XX^e siècle, ce genre de littérature a eu le succès douteux que l'on connaît⁶¹. Dans les années 1930 un chroniqueur catholique d'extrême droite, Léon de Poncins, multiplie les essais sur le « complot judéo-maçonnique » menant selon lui le monde. C'est ainsi que parmi « les faits bien connus » « montrant l'importance de la question juive », il explique en 1932 que le Bosniaque Gavrilo Princip, l'auteur de l'attentat contre François-Ferdinand, « déclenchant ainsi la Guerre mondiale », était un Juif⁶². Quand ce type d'interprétation est avancé sur le Rwanda, cela ne relève donc pas d'un exotisme tropical, mais bel et bien d'une manipulation idéologique connue sous d'autres cieux.

Ce courant a été relancé dans les années 1960 par *Le matin des magiciens* de Louis Pauwels et la revue *Planète*. La nouveauté

des années 2000 réside dans l'écho immédiat trouvé sur la toile de l'internet par les affabulations plus ou moins paranoïaques de cercles radicaux d'extrême droite ou d'extrême gauche, unis par le même goût de l'ésotérisme et d'une culture « alternative ». Au péril diabolique du communisme a succédé la menace obscure et omniprésente d'un « complot américano-sioniste ».

Un complot américano-tutsi

C'est ainsi que les États-Unis se sont trouvés dans la mire de tous les adeptes du déni à l'égard du génocide des Tutsi. Le soutien apporté par Washington au nouveau régime rwandais a fait oublier le refus d'intervenir en avril 1994. Bien plus, ce renoncement est interprété comme le signe d'une complicité machiavélique avec les responsables du génocide, identifiés comme devant être les Tutsi du FPR. Dès le 12 avril 1994, des militants de *l'Uganda democratic coalition*, opposants au régime de Museveni et dont nous avons déjà vu l'orientation extrémiste, publient aux États-Unis un communiqué accusant le FPR d'avoir travaillé au service d'un complot belgo-américain. Cette « révélation » est diffusée en mai suivant, aussi bien sur les ondes de la RTL que dans *Africa international*, le mensuel parisien de Marie-Roger Biloa, habituellement favorable aux thèses du *Hutu power*⁶³. Le thème est retenu comme pertinent par des experts en géopolitique sur la place de Paris. C'est ainsi que François Thual, directeur à l'IFRI et spécialiste de l'Amérique latine, a son idée sur l'Afrique centrale⁶⁴ : « En misant sur la grandeur passée de l'Empire tutsi d'avant la colonisation [?], certains milieux anglo-saxons ont créé un mouvement ethnique identitaire d'une formidable violence ».

Pierre Péan peut conclure dans le préambule de son pamphlet de 2005 que tous ceux qui ont protesté contre le génocide étaient autant « d'idiots utiles » « sous l'œil bienveillant des stratèges de l'Empire ». Ce clin d'œil sur l'empire américain a l'avantage d'être politiquement correct dans la France de De Gaulle et de Mitterrand.

Mais paradoxalement, c'est des États-Unis qu'est venue la boîte à outils de ce montage géopolitique, sous l'influence du mouvement de la « Nouvelle solidarité », mené depuis les années 1970 par le sulfureux Lyndon LaRouche. Son organe d'expression, *Executive Intelligence review*, basé en Virginie, dénonce Wall Street, la City de Londres et la Cour royale d'Angleterre comme étant les responsables de tous les malheurs du monde, avec des accents anti-impérialistes recouvrant en fait une logique d'extrême droite. Les puissances respectables seraient plutôt les États continentaux russe, chinois ou iranien. En juin 1997, l'Institut Schiller, son antenne européenne, diffuse un « Appel au Premier ministre Jospin » affirmant « qu'un terrible génocide a été déclenché en 1990 dans la région des Grands Lacs en Afrique par les milieux financiers anglo-américains, utilisant les forces de Museveni de l'Ouganda, de Kagame du Rwanda [...] ». Dans la foulée, l'ONU apparaît comme un agent des États-Unis. L'activité du tribunal d'Arusha et la qualification même du génocide pour le Rwanda se trouvent ainsi contestées.

Dans l'Allemagne des années 1920-1930, on qualifiait de *rot-braun*, « rouge-brun » les courants populistes mêlant ainsi extrême gauche et extrême droite. Au début de 1996, c'est un magazine de tonalité gauchiste publié à Francfort, *Novo*, qui explique que le « concept de génocide » sert à « donner une légitimité morale à l'ingérence des États-Unis au Rwanda » par l'intermédiaire du « tribunal international pour les crimes de guerre dominé par eux⁶⁵ ». Le même organe prend la défense des Serbes de Bosnie.

On dira qu'il ne s'agit que de chapelles marginales. Le représentant en France de ce mouvement, rebaptisé « Solidarité et progrès », est Jacques Cheminade, plusieurs fois candidat aux élections présidentielles où il a chaque fois obtenu des scores dérisoires. Mais la Nouvelle Solidarité a fonctionné en fait au niveau international comme le Club de l'Horloge en France, qui, dans les années 1980, avait fourni aux milieux conservateurs un registre de réponses nourries de la pensée d'extrême droite, notamment un argumentaire

légitimant le retour aux idées raciales disqualifiées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

En 1997, les dirigeants de la Nouvelle Solidarité ont réuni en Allemagne à plusieurs reprises les leaders rwandais de l'émigration hutu, qui ont bu comme du petit-lait ces révélations sur les réseaux « cosmopolites anglo-saxons⁶⁶ ». Ces derniers avaient, leur explique-t-on, planifié l'extermination des Africains par des famines et des génocides afin de résoudre la grande crise mondiale qui s'annonçait. Les extrémistes hutu, déjà friands, on l'a vu, de « plans de domination tutsi », ont cru avoir trouvé la confirmation internationale de leurs fantasmes. Sans attribuer à ce mouvement la responsabilité de toutes les dérives analysées ici, il faut admettre qu'il a répondu malignement à un certain air du temps que l'on retrouve dans nombre de positions adoptées sur la région des Grands Lacs tant en France que dans d'autres pays occidentaux.

À Paris, l'enjeu est clair : la justification de la politique menée entre 1990 et 1994 au Rwanda. Sans revenir sur celle-ci, il est surtout intéressant de noter que, venant après le rapport lucide (déjà cité) de la Mission parlementaire de 1998, la thèse du complot américain a été de plus en plus colportée. Pourtant, l'intervention militaire des États-Unis aux côtés du FPR est relativement tardive, elle ne débute en fait qu'au lendemain du génocide, en juillet 1994 : Washington décide alors de défendre le nouveau régime, dont la détermination est appréciée, face aux menaces de revanche alors bien réelles⁶⁷. Il s'agit bien sûr aussi d'occuper une place laissée vide par la compromission de la France avec l'ancien régime. La thèse du complot consiste très exactement à attribuer aux États-Unis un plan machiavélique de longue date incluant le génocide comme un dégât collatéral.

En avril 2002 ce thème intervient dans une rencontre d'esprit ouvertement négationniste, organisée dans un local du Sénat à Paris, et portée essentiellement par des Rwandais et des Congolais nostalgiques de l'époque de Habyarimana et de Mobutu. Mais

en octobre 2007, toujours au Sénat, c'est le club « Démocraties », regroupant des gens de gauche et de droite autour des valeurs de l'État républicain, avec une forte connotation souverainiste, qui accueille un colloque rassemblant des acteurs politiques et militaires qui affirment leur souci de défendre l'honneur de l'armée française au Rwanda. Ils croient devoir lier cet objectif à une « relecture » de la tragédie de 1994 en y cautionnant la théorie du « double génocide ». Le général Henri Paris, président du club, conclut la rencontre d'une formule lapidaire mais qui se veut lourde de sens : « Je terminerai en disant que les Américains ne sont pas innocents dans l'affaire rwandaise. Ils s'intéressent à l'Afrique⁶⁸ ».

L'affirmation peut sembler banale dans la tradition du gaullisme, mais aussi dans la ligne de la méfiance bien connue de François Mitterrand à l'égard des « Anglo-Saxons » au point que l'intervention française au Rwanda a été attribuée à une sorte de « complexe de Fachoda ». On retrouve cette fibre souverainiste antiaméricaine dans des milieux politiques très divers, allant de Bernard Debré⁶⁹ à Hubert Védrine, et l'organe qui défend avec le plus d'acharnement la thèse de la responsabilité américaine dans l'affaire du Rwanda est l'hebdomadaire de gauche *Marianne*, proche des positions de Pierre Péan. Cette thèse trouve aussi un soutien actif dans les milieux de ce qu'on appelle pudiquement la droite nationale : par exemple sur le site de télévision numérique intitulé « Médias France libre », où des tribunes sont assurées par un partisan du Québec libre, un défenseur de la Serbie de Milosevic, un tenant de la thèse du « double génocide » au Rwanda, etc.

Le sommet du délire est atteint dans les 82 pages d'un « Plaidoyer pour une enquête globale, objective et impartiale sur le génocide rwandais et ses conséquences⁷⁰ », diffusé en mars 2008 sur un site canadien intitulé *Mondialisation* ou *GlobalResearch*⁷¹ par une officine de politiciens rwandais en exil. Ce site « altermondialiste », créé en 2001 dans un esprit nettement conspirationniste, s'est spécialisé en « révélations » concernant la politique américaine : on y trouve

une soixantaine de contributions de Thierry Meyssan, qui s'est illustré dans l'attribution au gouvernement américain des attentats du 11 septembre. Dans la même veine, les attentats de Bombay de novembre 2008 seraient le fait de la CIA, un « lobby Sarajevo » aurait injustement décrié la Serbie, la justice de Nuremberg serait un mythe manichéen et évidemment le génocide des Tutsi du Rwanda serait un mensonge. Selon le « plaidoyer » de février 2008, ce dernier ne serait qu'un épisode, d'ailleurs non prouvé, d'une guerre « inavouable » menée en Afrique centrale par le président ougandais Museveni, avec le soutien intéressé des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël, et dont le FPR n'est qu'un outil. Le génocide des Tutsi aurait été provoqué cyniquement par le FPR lui-même pour justifier le génocide des Hutu qui aurait été, lui, dûment planifié, afin de créer « un grand empire nilotique en Afrique », « un nouvel Israël » pour les Américains. Cette prose parle d'elle-même :

4.7. Les Anglo-Saxons au Rwanda. Un nouvel Israël au cœur de l'Afrique ?

Contrairement à la France qui se précipite, les Anglo-Saxons sauront se montrer plus discrets mais particulièrement efficaces. Patients mais vigilants, ils vont s'efforcer avec succès d'orienter les médias et de conditionner les nombreuses organisations championnes des droits de l'homme qui travaillent sur le Rwanda en guerre. [...]

7.1. Les parrains anglo-saxons volent au secours de leurs pions [...]. Afin de parer à toute éventualité, le FPR/APR et ses alliés iront jusqu'à sacrifier des casques bleus présents au Rwanda. Tous ces sacrifices étaient planifiés avec l'entente et la complicité de la MINUAR, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Belgique. Il s'agissait d'un stratagème pour enclencher le retrait immédiat de la MINUAR et ainsi justifier la guerre totale et finale jusque-là toujours latente. [...]

9. Enquête tronquée sur le génocide rwandais

Sous l'étroite surveillance américaine notamment, l'enquête sur le génocide rwandais se limitera à un seul belligérant [...]. L'enquête a été détournée pour permettre au FPR d'exécuter impunément l'extermination des Hutu dont la planification ne fait désormais aucun doute. [...]

Ainsi la rouerie et le cynisme attribués aux « Hamites » dans la littérature raciologique que nous avons vue apparaissent comme contagieux, à moins que le slogan de « la perfide Albion », cultivé en Europe par le régime de Vichy et les fascistes des années 1930-1940 n'ait été réemployé pour l'occasion ?

Le plus stupéfiant est de retrouver cette géopolitique dans un ouvrage publié en France en 2010, toujours sous la signature du journaliste Pierre Péan et sous le titre accrocheur de *Carnages*⁷². Là encore le génocide devient un simple épisode dans la « vaste entreprise » menée depuis Washington, Londres et Tel-Aviv et dont l'enjeu serait notamment le contrôle du Soudan et du Haut Nil, toile de fond d'une macabre comptabilité à somme nulle des « carnages » d'Afrique centrale. Parmi les « sources » avancées⁷³, figurent nombre des « révélations » douteuses qui circulent sur internet, à commencer par le texte que nous venons de voir. Méconnaissant toute la littérature missionnaire sur les « hamito-sémites » des Grands lacs, l'auteur va jusqu'à accuser les Tutsi de s'être autodésignés « comme les Juifs de l'Afrique ». Il est encore plus surprenant de voir Hubert Védrine, considéré généralement comme un observateur avisé de la scène internationale, s'employer à cautionner le sérieux de cet essai⁷⁴. L'exercice de responsabilités auprès de Mitterrand en 1994 doit-il mener jusque-là ? Il est à craindre, encore une fois, que la gravité de ces errements idéologiques n'ait pas été perçue par nombre de secteurs de l'intelligentsia française, puisqu'il ne s'agissait que d'une situation africaine.

Un autre exemple, quasi surréaliste, du fantasme du « complot américano-tutsi » nous est offert par Roland Hureauux, un chroniqueur habituel du périodique *Marianne*, en février 2008⁷⁵. Barack Obama, à l'époque candidat à la présidence, serait « le contraire d'un afro-américain » : malgré sa couleur, explique ce commentateur qui se présente volontiers comme « historien », Obama « n'est pas un vrai noir », non à cause de sa mère, mais de son père kényan d'origine luo, c'est-à-dire d'une « ethnie appartenant à cette grande

famille de peuples pasteurs d'Afrique de l'Est dits « nilo-hamitiques » ». Il ajoute :

Si l'expression que de Gaulle appliqua une fois aux Juifs, « *peuple sûr de lui et dominateur* », a un sens, c'est bien dans cette région du monde. Les Nilo-hamitiques sont le contraire d'esclaves ou de descendants d'esclaves. Ces peuples fiers et guerriers (parmi lesquels les célèbres Masaïs) dominèrent longtemps les Bantous, cultivateurs et sédentaires. [...] Eux ou leurs cousins sont au pouvoir au Rwanda, au Burundi, en Ouganda, en Éthiopie et au Soudan [...]. De grands hommes politiques de la région comme Julius Nyerere, fondateur du socialisme ujamaa ou Yoweri Museveni, actuel président de l'Ouganda, en sont.

Les Rwandais tutsi bantouphones et les Kényans luo, de langue nilotique, sont culturellement et historiquement aussi proches que les Irlandais et les Tchèques. Mais peu importe, l'antienne raciale est prête. Décrit comme un cousin de la « minorité noble » des Tutsi rwandais, crédités d'avoir « massacré à tour de bras » les Hutu, le futur président américain est dépouillé de toute son histoire propre au nom d'un classement ethno-racial dont il n'a que faire. Il est ainsi mué en nouveau pion d'un « cabinet noir » tutsi (selon la terminologie de Péan) à échelle internationale et il est considéré *a priori* comme impopulaire aux yeux des « vrais noirs » américains, sans doute assimilés quant à eux à des Hutu rwandais : « un chef Luo n'a rien à voir avec l'Oncle Tom » ! Le délire est stupéfiant, mais hélas significatif des sommets atteints par un anti-hamitisme qui n'hésite d'ailleurs pas à recourir, on le voit, à des allusions renvoyant à l'antisémitisme.

La mise en exergue de manipulations américaines dans les drames de l'Afrique centrale a aussi ses partisans aux États-Unis, dans des milieux qu'on qualifierait en France de gauchistes, marqués eux aussi par l'obsession des conspirations et la remise en cause des valeurs reconnues. Un récent ouvrage publié à New York dans cette ligne par un économiste et un journaliste⁷⁶ tente de montrer que le mot génocide n'est employé par l'État américain que pour

dénoncer les massacres de ses ennemis en oubliant ceux commis par ses amis. Ainsi se manifeste aux États-Unis, dans une ambiance de liberté d'expression sans limites, une fascination de la provocation, conduisant à chercher l'envers de la réalité comme étant la vérité cachée : il y aurait eu au Rwanda deux génocides, dont les victimes les plus nombreuses auraient été hutu ; ce sont les Serbes qui auraient été les principales victimes de la crise yougoslave ; la critique du régime nord-coréen serait « une vaste duperie⁷⁷ », et ainsi de suite. En avril 2004 des manifestations négationnistes organisées à Paris sur le Rwanda, accueillent une ancienne députée afro-américaine Cynthia McKinney, qui voit en Kagame un terroriste au service de « l'empire » et qualifie l'action du TPIR de « véritable escroquerie⁷⁸ ». Cette personnalité sulfureuse s'est également distinguée par son engagement pour « la vérité sur le 11 septembre » et par un anti-sionisme militant. Cela va jusqu'à la fréquentation des *New Black Panthers* antisémites et à la promotion d'auteurs qui reprennent les thèses du « complot juif » international censé être responsable de la Seconde Guerre mondiale.

Christianisme, antitutsisme et antisémitisme

Ce qui est frappant, c'est la bonne conscience qui inspire ces partis pris populistes, faisant écho, *mutatis mutandis*, à ce qui s'était passé pour le Rwanda en 1959, quand des chrétiens de gauche avaient pris fait et cause sans réserves pour la « Révolution sociale » hutu, malgré ses positions « raciales », en croyant y retrouver l'esprit des mouvements paysans de l'Amérique latine et de ce qu'on appellera plus tard la théologie de la libération.

Cette confusion se retrouve aujourd'hui chez un groupe catholique basé en Espagne, plus précisément en Catalogne et aux Baléares, dont le site internet *inshuti* (« les amis ») répand sans états d'âme depuis près de vingt ans toute la littérature de l'extrémisme hutu. Cela commence très tôt, avec la diffusion d'un texte de septembre 1994 intitulé « Front patriotique rwandais : véritable

auteur des massacres des Hutus et des Tutsis depuis octobre 1990 » et attribué à un « cercle rwandais de réflexion » de Québec, qui n'avait en fait fonctionné que de 1991 à avril 1994⁷⁹. Ses auteurs (ou son auteur ?) anonymes s'évertuent à présenter la réalité à l'envers : ce sont les Tutsi du FPR qui auraient planifié un génocide des Hutu, les massacres de Tutsi ne relevant que d'une panique aveugle. Ce texte pionnier de la littérature négationniste reprend en fait la propagande des organisateurs du génocide eux-mêmes. Cela se traduit aussi par des règlements de comptes consistant à présenter des modérés comme extrémistes ou à les accuser, comme le faisait la radio RTLM, de complicité avec le FPR, ainsi que les militants associatifs ou les intellectuels qui avaient dénoncé le génocide. Dans ce fatras mensonger, on apprend par exemple qu'un des deux auteurs de ce livre aurait assisté à une réunion à Montréal au début d'octobre 1994, alors qu'il n'a jamais mis les pieds au Canada entre 1990 et 1996.

Ce premier document donne le ton. Ensuite, en janvier 2000, une synthèse signée des deux responsables du site, Juan Casoliva et Juan Carrero⁸⁰, reprend le cliché du « plan macabre » du FPR que les milices *interahamwe* auraient seulement essayé de déjouer. En octobre suivant, Juan Carrero y rajoute la main des États-Unis qui, depuis 1988, auraient choisi de « s'allier avec des monstres⁸¹ » : tous les éléments du « complot américano-tutsi » y figurent déjà : la conférence de la diaspora rwandaise tenue à Washington en 1988 aurait été concoctée par un agent de la CIA déguisé en humanitaire ; le FPR, bénéficiant de cet appui, aurait calculé cyniquement que « le statut de minorité opprimée et aussi massacrée était fondamental pour la reconquête de tout le pouvoir et l'exclusion voire l'élimination de millions de Rwandais » : « C'était un suicide pour l'ethnie tutsie, mais cela lui était égal étant donné que le génocide arrivait à un bon moment pour la réalisation de ses plans ».

Il faut s'interroger sur les motivations qui ont conduit ce Catalan à adhérer à de telles positions. Son parcours initial est des plus

respectable : objecteur de conscience en 1974 et attiré par la spiritualité de *L'Arche* de Lanza del Vasto, il se retire trois ans dans une communauté indienne d'Argentine. C'est là que, confronté au coup d'État des militaires argentins, il se noue d'amitié avec Adolfo Perez Esquivel, (prix Nobel de la Paix en 1980). De retour en Europe, il crée en 1992 la *Fondation S'Olivar*, d'après le nom de sa propriété à Majorque. Après s'être consacré à la Somalie, il découvre dans la presse en 1994 l'horreur du Rwanda, où il se rend à la fin de 1995. C'est alors que se négocie chez ce chrétien progressiste un étrange tournant, analogue à celui des militants de l'Action catholique à la fin des années 1950. Une politicienne belge proche des réfugiés du Kivu lui parle en 1997 d'un « plan pour envahir l'Est du Congo » préparé par « les régimes hima-tutsi du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi » et appuyé par les États-Unis. Cela lui rappelle aussitôt « l'opération Condor » menée par Washington en Amérique latine dans les années 1970 : « Cela me rappelle tellement ce qui s'est passé en Amérique latine ! Face aux barbaries des dictatures militaires, de hauts responsables des États-Unis qui les avaient appuyées ».

Dès lors, ignorant ou voulant ignorer tout ce qui avait préparé et annoncé l'extermination des Tutsi par familles entières, il réduit celle-ci à une pièce dans un puzzle géopolitique, où les Tutsi prennent globalement la place des militaires argentins et les Hutu celle des paysans andins. Comment comprendre un tel aveuglement ? Sans doute parce que ses convictions généreuses ont été soigneusement « informées » (il le reconnaît) par le milieu missionnaire majorquin « présent depuis près de cinquante ans » au Rwanda, au Burundi et au Congo. Or, à l'époque, les Pères blancs espagnols apparaissent souvent comme les tenants de positions tranchées sur les « ethnies » et comme fidèles à la logique de l'ancien régime rwandais, au point de refuser d'ouvrir les yeux sur le crime des crimes commis au nom du *Hutu power*⁸². L'idéologie raciale, dont nous suivons le parcours depuis le milieu du XIX^e siècle, a donc su rebondir même après le génocide de 1994, en associant les Tutsi, encore qualifiés de

« Nilo-hamites » à des « conspirations » internationales : au début des années 1960 les missionnaires redoutaient un « complot soviétique », au début des années 2000, ils fantasment sur un « complot américain ».

Au fil de ce parcours illustrant la banalisation du génocide des Tutsi, on a pu remarquer les fréquentes allusions au registre de l'antisémitisme. En plein génocide, le *Bulletin d'informations africaines*, diffusé par une agence liée aux Pères blancs, ANB/BIA, publie en mai 1994 un article où on peut lire⁸³ :

Les Tutsis ont réussi à inféoder, noyauter toutes les organisations internationales. Même la presse et la Radio-Vatican... où ils ont su placer des abbés rwandais tutsi... qui faussent toutes les informations avec une habileté extraordinaire, orfèvres de la supercherie, fourbes et maîtres ès intrigues. De jolies filles tutsies rwandaises ont infiltré les organisations humanitaires et conquis le terrain par leurs charmes inégalables... Un lobby international, les Juifs ou les Serbes de l'Afrique !

On a vu aussi qu'un véritable antisémitisme s'étale aujourd'hui dans les milieux congolais les plus antitutsi et qu'il affleure fréquemment dans la littérature conspirationniste. Celle-ci accuse les Tutsi de se considérer comme les Juifs de l'Afrique et de vouloir, avec leurs amis de Wall street, y créer un nouvel Israël. Les prétendus « plans » fleurissent sur le net et dans des publications de complaisance. Cette propagande joue surtout de l'antisionisme, comme si les Grands Lacs étaient au Proche-Orient. Le colonel Jacques Hogard, qui fut responsable du groupement sud d'intervention de l'opération Turquoise, multiplie les interventions musclées en ce sens : derrière « le petit Rwanda, avec à sa tête Kagamé, l'élève de Museveni qui tend à dépasser son maître », il voit « l'ombre des États-Unis, du Royaume-Uni et, je le crois aussi, d'Israël⁸⁴ ».

En fait, tout comme l'historien Marc Bloch écrit dans *L'étrange défaite* qu'il était d'abord un citoyen français et qu'il ne s'est senti juif qu'en fonction des persécutions de Vichy, les Tutsi du Rwanda ne se sont sentis proches des Juifs qu'à la suite de la tentative

d'extermination qu'ils ont subie, et non en vertu des élucubrations raciales dont la littérature coloniale les avait affublés. Jean Hatzfeld, dans son recueil *Une saison de Machettes*, note qu'avec les anciens tueurs, il est « beaucoup plus difficile d'aborder le sujet de l'antitutsisme que celui de leur premier meurtre ». Ils reconnaissent cependant « qu'il y avait des radios qui nous rabâchaient de tuer tous les Tutsi depuis nonante-deux⁸⁵ ».

Nous avons déjà vu que les liens entre le racisme antitutsi et l'antisémitisme se nouent souvent dans un recours pervers à la Bible pour justifier la haine et la mort. Nous donnerons deux exemples. Lors du procès tenu à Arusha devant le TPIR et concernant un militaire, le colonel Muvunyi, un témoin rapporta qu'en 1994, lors d'une réunion de mobilisation de la population contre les Tutsi au sud du Rwanda, le président du tribunal de première instance de Butare avait lu un passage de la Bible, extrait du prophète Jérémie, « où on parlait de l'ennemi qui était venu du nord, qui tuait et détruisait tout sur son passage⁸⁶ » et, qu'à partir de ce passage, « il avait entonné une prière en demandant aux gens de rester fermes... , que Dieu est avec eux et qu'ils allaient gagner la guerre ». Il a encouragé les gens à « rester vigilants afin que les *Inkotanyi* ne les infiltrent pas à leur insu », c'est-à-dire à pourchasser les Tutsi. Six ans plus tard, les auteurs du texte sur « la judaïsation des Tutsi », cité plus haut, utilisent à leur tour la Bible, en s'appuyant sur le prophète Isaïe⁸⁷ pour accuser les Tutsi burundais du groupe de Havila de promouvoir ainsi la « guerre de conquête tutsie dans la région des Grands Lacs ».

Quand on connaît la prégnance du christianisme, sous ses formes catholique ou évangélique, sur les populations de la région et les risques récurrents de dévoiement du sacré, on mesure la gravité de ce recours aux Écritures saintes pour cautionner la haine. On ne peut oublier les caricatures publiées par le bimensuel *Kangura* utilisant la Sainte Famille pour appuyer la lutte du « peuple hutu » contre les Tutsi, ni la mobilisation de la Vierge Marie à Kibeho en plein génocide par la radio RTLTM pour légitimer la colère populaire⁸⁸.

Sans revenir ici sur les responsabilités historiques des Églises dans la crise des Grands lacs, on comprend que leur rôle dans la poursuite ou le dépassement du syndrome « Bantous/Hamites » ne soit pas une question sans importance.

Près de vingt ans après le génocide de 1994, le constat est donc inquiétant. Les liens entre d'une part la fascination exercée par une explication policière simpliste de cette tragédie, d'autre part un conspirationnisme anti-américain joint à un antisémitisme récurrent et enfin la *priorité* raciale toujours présente dans le regard porté sur les Africains, ont constitué un véritable écran, brouillant la compréhension de ce qui s'est passé au Rwanda. Ces fantasmes ont contribué à prolonger le théâtre d'ombres qui a caractérisé depuis plus d'un siècle la vision de la région des Grands Lacs.

Or la catastrophe de 1994 s'est inscrite dans une conjoncture politique concrète, dans une histoire précise, dans un processus complexe, où s'entrecroisent les pesanteurs sociales et les initiatives des différents acteurs locaux et étrangers. Il est normal que des questions soient posées, que des débats sur les responsabilités aient lieu, que des mémoires divergentes s'expriment. Mais cette tragédie, si elle peut être comparée à d'autres crises qui ont frappé l'Afrique à la fin du xx^e siècle, est marquée de façon indélébile par un élément spécifique qui interdit les amalgames et la banalisation de la situation, à savoir la perpétration d'un génocide. Il ne s'agit pas d'un mot décrivant approximativement un grand nombre de morts, mais de la traduction d'un plan d'extermination systématique fondé sur une idéologie de races.

Les stratégies du déni qui ont fonctionné depuis 1994 tendent à la fois à justifier les tueries selon une logique d'autodéfense populaire naturelle et de haine atavique irrépressible et à en nier la nature. Profondément, il s'agit du refus d'admettre la pesanteur, latente ou exprimée dans une propagande, de l'idéologie hamitique mise en place depuis la fin du xix^e siècle, alors que c'est là précisément que gît le ressort qui a opéré le basculement d'une guerre civile ordinaire

en l'horreur très moderne d'un génocide. Il est indéniable qu'une prise de conscience de la nature de la crise s'est fait jour, au niveau international, chez beaucoup d'observateurs. Mais il faut bien faire le constat accablant que des secteurs entiers de l'opinion publique en Europe et en Amérique du Nord se sont mobilisés pour une relativisation de la réalité, sans hésiter à banaliser le racisme en question en le réduisant à une sorte de trait ethnographique.

Les pires extrémistes du génocide se sont retrouvés à l'aise dans ce miroir. On peut d'ailleurs se demander qui, des idéologues rwandais ou de leurs partenaires étrangers, a influencé l'autre. La synergie est en tout cas évidente et elle se nourrit de toute l'actualité de l'Afrique centrale, un peu comme si le négationnisme de la Shoah avait réussi à exploiter, de 1945 à nos jours, les dérives respectives des régimes communiste et capitaliste qui se sont imposés après l'effondrement du III^e Reich.

On assiste donc, ici et là, à une sorte de banalisation d'une idéologie de races aussi mortifère que l'antisémitisme. Nous l'avons vu prospérer depuis le milieu du XIX^e siècle dans les rapports de l'Europe avec l'Afrique et nous la retrouvons encore au lendemain d'un génocide épouvantable. Le monde entier semble s'être familiarisé avec ce qui n'était au départ qu'un contentieux africain local. Le syndrome hutu-tutsi est une étonnante passion, que l'on trouve depuis les premiers explorateurs du XIX^e siècle jusque sous les feux de la rampe médiatique du XXI^e siècle, inspirant les prises de position les plus radicales et engageant de fait des enjeux civilisationnels extrêmement graves qui transcendent les frontières du continent. Sous les tropiques aurait été retrouvée l'arche perdue d'une haine quasi biblique. Les mânes de Gobineau doivent en tressaillir d'allégresse, au grand dam des gens ordinaires qui vivent tant bien que mal sur les collines du Rwanda ou du Burundi et en ont assez d'être traités « en Hutu ou en Tutsi anthropologiques⁸⁹ », voire en extraterrestres.

Conclusions : par-delà les Grands Lacs

Le concept de peuple « originaire » me paraît, en fait, exclusif, presque raciste. Ne seraient originaires que les populations d'« origine » sur un territoire qui leur appartiendrait de droit, de toute éternité. Les « autres », métisses ou migrantes, ne seraient jamais, tout au plus, que des hôtes. L'esprit de la Shoah n'est pas loin.

Simon Pierre Arnold,

La foi sauvage. Bilan provisoire d'un théologien perplexe (2011).

À l'issue de ce parcours d'un siècle et demi, au fil de regards croisés entre l'Europe et l'Afrique, le sens et les enjeux de ce livre sont, nous l'espérons, évidents. On aura compris pourquoi il fallait apparemment « remonter au Déluge » pour élucider le quotidien d'un drame collectif contemporain. Notre propos n'était pas de ciseler une monographie dans l'esprit de la collection « Terre humaine ». Il n'était pas non plus de noyer le vécu d'une vingtaine de millions d'Africains dans l'abstraction d'un essai de géopolitique. Notre enquête au long cours dans les écrits consacrés à la région des Grands Lacs est une réaction contre les mémoires courtes, si promptes à opiner sur les crises de cette région. Nous sommes confrontés non à une « ethno-histoire » locale, mais à un chapitre de l'histoire mondiale vécu sur plusieurs scènes. Il ne s'agit pas d'une affaire exotique, mais de notre propre histoire, connectée à d'autres.

- 44 C. Braeckman, «Kinshasa fait bonne figure dans le malheur», *Le Soir de Bruxelles*, 02.09.1998.
- 45 D. Sakombi Inongo, «Les défis de Jésus Christ», 10/09/98, URL: www.rdcongo.gov.cd/2revue/communiques/rdc/communiquer002.html
- 46 L. Lokenge, «Les Tutsi, gendarmes des Américains en Afrique», *Congonline*, octobre 2003, URL: www.congonline.com/Forum1/Forum01/Lokenge01.htm
- 47 Cf. J.-P. Chrétien, «Dix ans après le génocide des Tutsis au Rwanda. Un malaise français?», *Le Temps des médias*, n° 5, automne 2005/2, p. 70.
- 48 D. Banota, «Génocide tutsi de 1994: élément central du Plan d'asservissement du Congo», *Demain le Congo*, 5 juin 2000.
- 49 URL: www.congonline.com/Forum1/Forum01/Tshitenga02.htm; texte non signé repris en mai 2005 sur le site congolais www.culturek.net (qui a disparu depuis).
- 50 URL: www2.minorisa.es/inshuti/genocid4.htm, 9 juin 2000.
- 51 J.-P. Chrétien, «Un "nazisme tropical" au Rwanda? Image ou logique d'un génocide», *Vingtième siècle*, n° 48, octobre-décembre 1995, pp. 131-142.
- 52 L. Joris, *L'heure des rebelles*, Arles, Actes Sud, 2007, pp. 72-75.
- 53 Prof. Bucyalimwe Mararo, Ph. D., *Interprétation des événements de la région des Grands Lacs à la lumière du document The Protocols of Zion*, Rutshuru, 15 juin 1994, 4 p. Cité par A. Tegera, *op. cit.*, 2009, pp. 317-318.
- 54 V.E. Mardsen, *Protocols of the learned elders of Zion*, Torrance (Californie), The Noontide Press (éditions d'extrême droite), 1986. Cf. P.-A. Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux*, Paris, Berg international-Fayard, 2004, pp. 328-330.
- 55 *Grands-Lacs Confidentiel*, 29.05.2000, 24.05.2002, 23.12.2007, 29.09.2007, 27.12.2007, 30.06.2008...
- 56 *Le patriote*, «Mututsi aende inje. Mkongomani aongoze inchi! [Que le Tutsi parte - Que le Congolais soit maître chez lui!], en sigles MAI - MAI», mardi 09.02.2000 (collection J.-P. Chrétien).
- 57 E. M. Nashi, «Médias et diplomatie: la guerre du Congo dans le journal», *La Revue Nouvelle*, n° 9, tome 117, sept. 2003, pp. 96-109. URL: <http://repositories.lib.utexas.edu/handle/2152/5586>, 2002.

Chapitre 11

- 1 J. Amalric, *Libération*, 05.07.1994.
- 2 A. Des Forges (dir.), *op. cit.*, 1999, pp. 731-739. Voir aussi L. Melvern, *Complicités de génocide. Comment le monde a trahi le Rwanda*, Paris, Karthala, 2010.
- 3 R. Dallaire, *J'ai serré la main du diable. La faillite de l'humanité au Rwanda*, Québec, Libre expression, 2003, p. 361.
- 4 A. Des Forges, *op. cit.*, 1999, p. 730.
- 5 J. Lacouture, *Mitterrand. Une histoire de Français*, Paris, Le Seuil, 1998, t. 2, p. 452-463.
- 6 J.-F. Bayart, «Bis repetita: La politique africaine de François Mitterrand de 1989 à 1995», in S. Cohen (dir.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, Paris, PUF, 1998, pp. 251-286.
- 7 AN, vol. I, p. 340.
- 8 *Ibid.*, pp. 134 et 187.
- 9 OUA, *Le génocide qu'on aurait pu stopper. Rapport du Groupe international d'éminentes personnalités pour enquêter sur le génocide de 1994 au Rwanda et ses conséquences*, Addis Abéba, 2000, p. 8.
- 10 J. Morel, *op. cit.*, 2010, pp. 261-475.
- 11 J.-P. Chrétien et al., *op. cit.*, 1995, pp. 207 et 277.
- 12 *L'Aube de la démocratie* (organe du Frodebu), éditorial, n° 35, avril 1994.
- 13 *Rapport d'expertise. Destruction en vol du Falcon 50. Kigali (Rwanda)*, Cour d'appel de Paris, affaire suivie par les juges Nathalie Poux et Marc Trévidic, 05.01.2012.

- 14 J.-F. Dupaquier, *op. cit.*, 2010, pp. 274-279.
- 15 Par exemple F. Reyntjens, *Rwanda. Trois jours qui ont fait basculer l'histoire*, Bruxelles, Institut africain, 1995, pp. 44 et 131.
- 16 G. Prunier, *op. cit.*, 1997, pp. 259-265.
- 17 H. Dumas, «Banalisation, révision et négation: la "réécriture" de l'histoire du génocide Tutsi», *Esprit*, n° 5, mai 2010, pp. 85-102; M. Koksal, «Rwanda. Un négationnisme presque parfait», *La Revue Nouvelle*, n° 4, avril 2009, pp. 86-92; Y. Ternon, A. Mugiraneza et G. Bensoussan (éds.), «Rwanda, quinze ans après. Penser et écrire l'histoire du génocide des Tutsi», *Revue d'Histoire de la Shoah*, n° 190, janvier-juin 2009; J.-P. Chrétien, «Le génocide du Rwanda: un négationnisme structurel», *Hommes & Libertés*, N° 15, juillet/août/septembre 2010, URL: <http://www.ldh-france.org/H-L-151-Le-genocide-du-Rwanda-un.html>.
- 18 P. Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte, 1987, p. 9.
- 19 S. Smith, «Habyarimana. Retour sur un attentat non élucidé», *Libération*, 29.07.1994.
- 20 Sur la rhétorique du «deuxième génocide», cf. J.-P. Chrétien, *op. cit.*, 2012, pp. 91-141.
- 21 AN, vol. I, pp. 233-234.
- 22 J.-L. Bruguière, «Délivrance de mandats d'arrêt internationaux, Ordonnance de soit-communié», Tribunal de Grand instance de Paris, 17.11.2006, p. 61.
- 23 Cf. J.-P. Chrétien, art. cit., 2005, pp. 59-75; idem, «France et Rwanda: le cercle vicieux», *Politique africaine*, n° 113, mars 2009, pp. 121-137.
- 24 P. Péan, *op. cit.*, 2005, pp. 7-25 («Target is hit»).
- 25 *Ibid.*, pp. 41 et 44.
- 26 A. Hampaté Ba, *L'étrange destin de Wangrin*, Paris, C. Bourgeois, coll. «10/18», 1999.
- 27 I. Jacob, *Dictionnaire rwandais-français*, Kigali, INRS, 1985, t. I, p. 269.
- 28 *La Libre Belgique*, 01.06.1994.
- 29 A. Adler, «Aristocraties armées», éditorial du *Courrier international*, 15.12.1994.
- 30 Id., «Zaire: la main de l'Ouganda, les arrières-pensées des États-Unis», *Courrier international*, 07.11.1996. En 2009, réagissant à un pamphlet de Pierre Péan contre Bernard Kouchner, cet auteur prendra conscience des limites de ce type de géopolitique et des relents antisémites de la dénonciation de positions dites «cosmopolites»: «l'horreur et l'ampleur du génocide tutsi commandent, à ce jour, à la France, de réparer ce qui est réparable, au bénéfice tout d'abord des victimes. C'est ce que Bernard Kouchner a compris depuis fort longtemps, c'est l'une des origines du véritable contrat qui a été passé pour l'abattre.» (*Le Figaro*, 06.02.2009).
- 31 J. de Barrin, *Le Monde*, 07.10.1990.
- 32 J.-P. Langellier, «Vaincre la peur au Rwanda», *Le Monde*, 27.07.1994.
- 33 *Terres lointaines. Revue missionnaire des jeunes*, Paris, novembre 1987, notamment pp. 2-3, 10 et 12-13.
- 34 J.-L. Vernal et Franz, *Jugurtha. Le grand ancêtre*, Bruxelles, Lombard, 1985.
- 35 P. Del Perugia, *Les derniers rois mages*. Paris, Gallimard, 1970 (réédité chez Phébus en 1978 et chez Payot en 1993).
- 36 J. Garcin, «Le Renaudot pour Scholastique Mukasonga, la pharaonne noire du Calvados», *Le Nouvel Observateur*, 07.11.2012.
- 37 S. Mukasonga, *Notre-Dame du Nil*, Paris, Gallimard, 2012, pp. 71 et 82.
- 38 M. Tegegne, «Goffjam». *The stigma, the Abyssinian pariah*, Genève, Gihon books, 1993 (réédition en 1997).
- 39 Gn, 2, 10; 10, 7; 10, 29 et 25, 18.
- 40 Voltaire, *Dictionnaire philosophique portatif 1764-1767*, entrée «Augure».
- 41 «Les Batutsi II. L'histoire confisquée», *Annales de Havila*, n° 5, Bruxelles, juillet 2001; «Memorandum de Havila. Adresse à son Excellence le président Nelson Mandela», Bruxelles, avril 2000.

- 42 Cf. J.-P. Chrétien, « Découverte d'une culture africaine et fantasmes d'un missionnaire. Le Dictionnaire français-kirundi du Père van der Burgt (1903) entre ethnographie, exégèse biblique et orientalisme », *Afriques. Débats, méthodes et terrains d'histoire*, 01, printemps 2010, URL: <http://afriques.revues.org/363>
- 43 A. Fabre d'Olivet, *La langue hébraïque restituée et le véritable sens des mots hébreux rétabli et prouvé par leur analyse radicale*, Paris, Barrois, 1816.
- 44 Les trois étoiles qui ont remplacé le tambour et l'épi de sorgho de la monarchie sur le drapeau national quand le Burundi est passé au régime républicain en novembre 1966, se référaient à la devise en trois points (Unité, travail, progrès) prolongeant elle-même la devise du parti nationaliste Uprona à l'Indépendance (Dieu, roi, patrie), marquée par les trois doigts tendus lors des manifestations publiques rassemblant massivement les Hutu comme les Tutsi.
- 45 A. Hartmann, « A Tutsi Pesach? Local rabbi to lead seder for tribe that may have Jewish origins », *Washington Jewish week*, 29.03.2006. L'article fait d'ailleurs écho à des réserves. Rappelons que la fête annuelle du *kurya umwaka* («manger l'année») n'était pas une «fête tutsi», mais un rituel agraire et familial concernant tous les Barundi, Hutu et Tutsi.
- 46 E. Kennes, « Judaïsation des Tutsi: identité ou stratégie de conquête », *Grands-Lacs Confidentiel*, 18 mars 2000. Repris par exemple en septembre 2009 dans <http://kongolibre.over-blog.com/article-judaïsation-des-tutsi-strategie-pour-conquerir-l-afrique-par-eric-kennes-cedaf-72149952.html>, et aussi dans le catalogue foisonnant des éditions L'Harmattan, par exemple dans B. Tunga dia Lutete, *La crise des Grands Lacs: analyse et pistes de règlement*, Paris-Kinshasa, L'Harmattan-RDC, 2010, p. 40 ou dans R.-A. Kisongo Mazakala, *Africains, nous devons changer. Recommandations appliquées au Congo ex-Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 184-188.
- 47 Voir *ibidem*, p. 188.
- 48 N. Bancel, « De "l'indigène" à l'Africain. Les colonisés dans les photographies officielles après la Seconde Guerre mondiale », in P. Blanchard *et al.*, *L'autre et nous. «Scènes et types»*, Paris, Syros, 1995, pp. 239-242.
- 49 C. Reynaud-Paligot, *Races, racisme et antiracisme dans les années 1930*, Paris, PUF, 2007, pp. 91-128.
- 50 Par exemple, D. Tauzin (général), *Rwanda: je demande justice pour la France et ses soldats*, Paris, Jacob-Duvernet, 2011, p. 28.
- 51 T. Huxley, *The Aryan question and prehistoric man*, 1890, cité par L. Poliakov, *Le mythe aryen*, Paris, Calmann-Lévy, 1971, p. 215.
- 52 A. Lainé, « L'anthropologie génétique et la question de la citoyenneté dans la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi) », *Droit et cultures*, 1999, vol. 38, n° 2, pp. 80-106.
- 53 P.O. Hubinont, J. Hiernaux, T. Massart-Guiot, « Blood groups of the ABO, MN and CDE-cde systems in the native populations of Ruanda-Urundi territories », *Annals of Eugenics*, 1953, 18, pp. 13-21; J. Hiernaux, « Données génétiques sur six populations de la République du Congo. Groupes sanguins et rhésus, et taux de sicklémie », *Annales de la société belge de médecine tropicale*, 1962, 2, pp. 145-174.
- 54 J. Hiernaux, *The People of Africa*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1974, pp. 59-64.
- 55 Par exemple dans Y. Le Gall *et al.*, « A study of genetic markers of the blood in four Central African population groups », *Human heredity*, Bâle, 1982, 32, pp. 418-428.
- 56 H. Arendt, « Race-thinking before racism », *The Review of Politics*, janvier 1944, pp. 36-73.
- 57 R.P. Massion, « Note sur la situation de l'Église au Ruanda », mai 1060 (cité par L. Saur, *op. cit.*, 2012, p. 1691).
- 58 E. Seillière, *La philosophie de l'impérialisme*, t. I, Paris, Plon, 1907, p. XXXV.
- 59 Razib Khan, « Tutsi probably differ genetically from the Hutu », *Discover magazine*, août 2011 (magazine scientifique féru de psychobiologie génétique). URL: <http://blogs.discovermagazine.com/gnxp/2011/08/tutsi-differ-genetically-from-the-hutu/#.UcgXqNjfgkE>
- 60 B.B. Diop, *Murambi, le livre des ossements*, Paris, Zulma, 2011, postface, p. 246.
- 61 Cf. P.-A. Taguieff, *L'imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*, Paris, Mille et une nuits, 2006; S. François et E. Kreis, *Le complot cosmique*, Paris, Archè, 2010; et aussi R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, 1986.
- 62 L. de Poncins, *Les forces secrètes de la Révolution, Franc-maçonnerie et Judaïsme*, Paris, Bossard, 1928.
- 63 « Belges, Américains et Ougandais dans le coup. Un dossier accablant », *Africa international*, n° 272, mai 1994.
- 64 F. Thual, « Tutsis, en avant toute! », *Le Chroniqueur*, n° 2, novembre 1996, pp. 20-21.
- 65 F. Foster, « Ruanda: Massakrierung der Wahrheit », *Novo*, n° 20, janvier-fév. 1996, pp. 11-14. Voir aussi B. Crawford, « Von Arusha nach Goma: Wie der Westen den Krieg in Ruanda begann », *Novo*, janvier-fév. 1995, pp. 30-31 (citant notamment un article du *Washington times*, organe proche de la secte Moon, du 11.08.1994).
- 66 L. LaRouche, « Viewing Africa's current crisis from the vantage point of universal history » (conférence tenue en Allemagne le 26.04.1997, sur « la paix par le développement en Afrique des Grands Lacs »), *Executive intelligence review*, mai 1997, pp. 16-24.
- 67 G. Prunier, *op. cit.*, 2009, p. 126.
- 68 URL: www.rwandaies.com/2008/10/quolouque-debat-sur-le-rwanda-en-france-2007/
- 69 B. Debré, *Le retour du muami. La vraie histoire des génocides rwandais*, Paris, Ramsay, 1998. Le génocide des Tutsi serait, selon ce médecin, ancien ministre, l'œuvre cynique du FPR, auteur d'un « plan de tutsification » régionale; il fallait, écrit-il, « se débarrasser des Hutu en trop grand nombre », pourquoi rêver de voir « lions et gazelles gambader ensemble »? (p. 115).
- 70 « Mémoire adressé au Conseil de Sécurité des Nations unies », présenté comme le « résultat d'investigations menées par la Cellule de la Documentation & Sécurité » du parti d'opposition en exil Partenariat-Intwari.
- 71 URL: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=8283
- 72 P. Péan, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, 2010.
- 73 *Ibid.*, pp. 75, 364-367.
- 74 *Le Débat*, n° 163, janvier-février 2011, pp. 142-145. Cf. S. Audoin-Rouzeau, J.-P. Chrétien, H. Dumas, « Le génocide des Tutsi rwandais, 1994: revenir à l'histoire », *Le Débat*, n° 167, nov.-déc. 2011, pp. 61-71.
- 75 R. Hureauux, « Obama, un blanc déguisé en noir », URL: <http://m.marianne2.fr/index.php?action=article&numero=83684>.
- 76 E. Herman et D. Peterson, *The politics of Genocide*, New York, Monthly Review Press, 2010. URL: <http://monthlyreview.org/books/politicsofgenocide.php>, 2010 (avant-propos de Noam Chomsky, déjà connu, sur ce plan idéologique, pour son soutien à la liberté d'expression de Faurisson). Voir la critique de l'historien canadien Gerald Caplan, « The politics of denialism: The strange case of Rwanda », 17.06.2010, URL: www.pambazuka.org/en/category/features/65265.
- 77 Déclaration de cinq avocats nord-américains invités en Corée du Nord, parmi lesquels Peter Erlinder et Christopher Black, deux défenseurs actifs des inculpés du TPIR. *North Korea: The Grand Deception Revealed. The Preliminary Report of the October 2003 National Lawyers Guild/American Association of Jurists Delegation to the Democratic Peoples Republic of Korea*, Neil Berman, Christopher Black, Peter Erlinder, Jennie Lusk, Eric Sirotkin, 20 novembre 2003. URL: http://www.uwpep.org/Index/DELEGATIONS/Entries/2003/11/20_DPRK_NLG_Delegation_Report_2003.html
- 78 « Le génocide rwandais est un coup d'État tutsi. Les révélations de la congressiste américaine Cynthia McKinney », *Afrique Education*, 31.1.2006, repris dans *Mondialisation.ca*, 17.03.2006. Voir aussi: www.conspiracywatch.info/Cynthia-McKinney-icone-du-conspirationnisme-post-11-Septembre_a518.html

- 79 «Front patriotique rwandais : véritable auteur des massacres des Hutus et des Tutsis depuis octobre 1990», Cercle rwandais de réflexion, Québec, septembre 1994. URL www.inshuti.org/front.htm et www2.minorisa.es/inshuti/front.htm (pages disparues du net). Voir E. Remacle, V. Rosoux, L. Saur, *L'Afrique des Grands Lacs. Des conflits à la paix?* Bruxelles, Peter Lang, 2007, p. 109.
- 80 J. Casoliva et J. Carrero, «L'Afrique des Grands Lacs : dix ans de souffrance, de destruction et de mort», Manresa et Majorque, janvier 2000.
- 81 P. Guirlet et A. Nicolau, «Entrevue avec Juan Carrero Saralegui», 28.10.2000, revue multilingue *Caravane*, URL: www.alliance21.org/caravan/fr/8/pg20.htm.
- 82 Par exemple, R.P. G. Arconada, *El Pais*, 23.9.1994 (à propos des déplacés tutsi du Burundi) : «Les Tutsi goûtent maintenant au médicament qu'ils ont fait avaler aux Hutu pendant plusieurs siècles».
- 83 «Le chaudron de l'Afrique centrale», *Bulletin ANB/BIA*, n° 257, 01.05.1994.
- 84 Site de A. Chevaliéras, URL: www.recherches-sur-le-terrorisme.com, interview du colonel Jacques Hogard, «Rwanda : que justice soit faite ! Le chef des armées a-t-il trahi des officiers supérieurs français?», décembre 2008. Cf. J. Hogard, *Les larmes de l'honneur. 60 jours dans la tourmente du Rwanda*, Paris, Hugo et Cie, 2005.
- 85 J. Hatzfeld, *op. cit.*, 2003, pp. 259, 266.
- 86 TPIR, Affaire ICTR-2000-55A-T, procès contre Tharcisse Muvunyi, séance du 25 mai 2005, 14h35, PV, p. 10. Cf. Jérémie 6, 22-23 : «Voici qu'un peuple arrive du pays du nord [...]. Ils tiennent l'arc et le javelot, ils sont cruels et sans pitié.»
- 87 Isaïe 18, 1-2 : «Par delà les fleuves de Kouch [...]. Allez, envoyés rapides, vers une nation élancée et luisante, vers un peuple de près et de loin redoutable, vers une nation vigoureuse et dominatrice dont les fleuves sillonnent le pays».
- 88 Voir J.-P. Chrétien *et al.*, *op. cit.*, 1995, pp. 324-330.
- 89 Selon l'expression de l'historien rwandais, Antoine Nyagahene, interrogé à *France-Culture* durant le génocide.

Conclusions

- 1 Cité par M. Malagardis, *Sur la piste des tueurs rwandais*, Paris, Flammarion, 2012, pp. 294-295.
- 2 S. Thomson, «La politique d'unité et de réconciliation nationale au Rwanda : figures imposées et résistance au quotidien», *Genèses*, n° 81, déc. 2010, p. 45.
- 3 H.-I. Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Le Seuil, 1954, pp. 147-148.
- 4 B. Cyrulnik, *Sauve-toi, la vie t'appelle*, Paris, Odile Jacob, 2012, pp. 178-179.
- 5 A. Lévy-Willmard, «Shoah : les Alliés dans le silence», *Libération*, 29.10.2012, p. 36; J. Chapoutot, *op. cit.*, 2012, p. 11.
- 6 Cf. K. A. Appiah, *Le code d'honneur. Comment adviennent les révolutions morales*, Paris, Gallimard, 2012.
- 7 B. Brecht, *Têtes rondes et têtes pointues*, in *Théâtre complet*, vol. VIII, Paris, L'Arche, 1960, p. 21.
- 8 W. Köhler, *Gestalt psychology*, New York, Liverigt, 1929, 1947 (celui-ci avait testé les mots takete et balouba auprès d'hispanophones); V. Ramachandran et E.M. Hubbard, «Synaesthesia – A window into perception, thought and language», *Journal of Consciousness Studies*, n° 12, 2001, pp. 3-34. URL: cbc.ucsd.edu/pdf/Synaesthesia%20-%20JCS.pdf
- 9 G. Theunis, *Mes soixante-quinze jours de prison à Kigali*, Paris, Karthala, 2012, p. 137.
- 10 Dans *Marianne*, septembre 2011, cité par M. Malagardis, *op. cit.*, p. 226.
- 11 T. Todorov, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, p. 30.
- 12 Cité in L. de Vulpian, *op. cit.*, 2004, p. 242. Voir aussi : <http://assisesrwanda2001.org/090205.html>.

- 13 E. Fournier, *La «Belle Juive». De «Ivanhoé» à la Shoah*, Paris, Champs Vallon, 2012; Michaël Prazan, *L'écriture génocidaire. L'antisémitisme en style et en discours*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, pp. 175-181.
- 14 J.-P. Chrétien *et al.*, *op. cit.*, 1995, p. 274 (caricature visant le général canadien Dallaire).
- 15 *Kangura*, n° 6, novembre 1991, pp 6-8 (cité *ibidem*, p. 161).
- 16 P. Péan, *op. cit.*, 2005, p. 44.
- 17 URL: www.veritasinfo.fr/article-les-commandos-de-charme-les-femmes-tutsies-du-rwanda-110412091.html, 12 septembre 2012. La graphie *Délira*, au lieu de Dalila, atteste que la culture biblique de l'auteur relève plutôt de propos de cabaret, diffusés sous l'anonymat d'un pseudonyme.
- 18 J. Streicher, *Warum ist der Jude ein Volksverderber?* («Pourquoi le Juif est un corrupteur du peuple?»), Bayerischer Landtag im München, 1^{er} mai 1925 (URL: der-stuermer.com/deutsch/kampfdenweltfeind.htm)
- 19 Colonel T. Bagosora, «L'assassinat du président Habyarimana ou l'ultime opération du Tutsi pour sa reconquête du pouvoir par la force au Rwanda», Yaoundé, 30.10.1995.
- 20 B. Cyrulnik, *op. cit.*, 2012, pp. 12, 82, 147.
- 21 R. Gellately, *Avec Hitler. Les Allemands et leur Führer*, trad. Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Flammarion, 2003.
- 22 E. Husson, «Nous pouvons vivre sans les Juifs». *Novembre 1941. Quand et comment ils décidèrent de la Solution finale*, Paris, Perrin, 2005, pp. 170-172. Voir aussi F. Brayard, *La «Solution finale» de la question juive. La technique, le temps et les catégories de la décision*, Paris, Fayard, 2004.
- 23 J. Chapoutot, *op. cit.*, 2012, p. 14; C. Ingrao, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010.
- 24 J.-P. Kimonyo, *op. cit.*, 2008, pp. 143-350.
- 25 Mais on sait que l'antisémitisme du xx^e siècle est une construction à prétention biologique différente de l'antijudaïsme de jadis.
- 26 M. Gauchet, *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 1985.
- 27 R. Mandrou, *Magistrats et sorciers en France au xvii^e siècle. Une analyse de psychologie historique*, Paris, Plon, 1968.
- 28 Voir J.-L. Amselle, *Révolutions. Essais sur les primitivismes contemporains*, Paris, Stock, 2010.
- 29 *Kangura*, n° 46, juillet 1993, pp. 15-16 (cité dans J.-P. Chrétien *et al.*, *op. cit.*, 1995, p. 159).
- 30 J.-P. Chrétien et J.-L. Triaud (éds.), *op. cit.*, 1999, p. 493.
- 31 M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, rééd. Paris, Colin, 1974, pp. 38-39.